

**Nunavik**  
Le cœur à cheval entre deux villages, après la relocalisation

Page A 3



**Thomas Mulcair**  
critiqué pour ses manières à la Harper

Page A 2

www.ledevoir.com

# LE DEVOIR

VOL. CVI N° 173

LE DEVOIR, LE MARDI 4 AOÛT 2015

1,13 \$ + TAXES = 1,30 \$



JIM WATSON AGENCE FRANCE-PRESSE  
Barack Obama présentait lundi la nouvelle politique environnementale.

CLIMAT

## Obama met les Américains au défi

Le nouveau plan de réduction des GES séduit la communauté internationale, mais risque de se heurter à la contestation

FLORENCE SARA G. FERRARIS

Bien plus qu'un simple plan pour lutter contre « la grande menace » que font peser les changements climatiques sur la planète, la nouvelle politique environnementale américaine, présentée par le président Barack Obama lundi, est une main tendue vers la communauté internationale, à moins de six mois de la tenue de la conférence de Paris sur le climat.

« Cette nouvelle prise de position d'Obama est très symbolique », insiste Maya Jegen, professeure au Département de science politique de l'Université du Québec à Montréal. Les États-Unis ont longtemps été la cible de lourdes critiques en matière d'environnement. Le président se positionne, envoie à ses vis-à-vis internationaux un message clair qui dit que les États-Unis sont enfin prêts à bouger. »

Le président mise sur la mobilisation citoyenne déjà en marche pour forcer la main des politiciens qui seraient tentés de contester son nouveau plan de lutte contre les changements climatiques.

VOIR PAGE A 8 : CLIMAT

**Lire aussi** | Le pas de plus de Barack Obama. Un éditorial de Guy Taillefer. Page A 6

## Grossesse garantie ou argent remis

Une entreprise qui offre des plans de financement pour la FIV lorgne le Québec

JESSICA NADEAU

« Grossesse garantie ou argent remis » : le rêve américain, vendu à crédit aux couples infertiles à travers de très coûteux forfaits financiers, arrive à petits pas sur le marché québécois. Le géant américain IntegraMed, qui

offre ces populaires programmes aux couples américains, vient d'annoncer un partenariat avec les cliniques québécoises de procréation médicalement assistée Procréa, au moment même où Québec s'appête à retirer la couverture publique des dispendieux traitements de fécondation in vitro.

« La majorité des patients payent pour un cycle de fécondation in vitro en y allant cycle par cycle, ce qui peut s'avérer stressant et coûteux. Après un cycle non fructueux, vous êtes confronté à la délicate décision de savoir si vous essayez encore ou

VOIR PAGE A 8 : GROSSESSE

## LA MOUSSON FAIT DES CENTAINES DE MORTS EN ASIE



YE AUNG THU AGENCE FRANCE-PRESSE

Les pluies de la mousson ont coûté la vie à des centaines de personnes à travers l'Asie, et les secours tentaient toujours d'atteindre lundi certaines zones sinistrées en Inde, au Pakistan et au Myanmar. Les Nations unies se sont déclarées « préoccupées » par la situation au Myanmar (notre photo), qui pourrait être bien plus critique que ne le montrent les premiers bilans, faisant état jusqu'ici de 46 morts. Page A 5

## AUJOURD'HUI



**Culture** | Le tandem Kidjo-Bonifassi chante les femmes et l'esclavage au Festival musique du bout du monde de Gaspé. Page B 7

**Économie** | Un symbole de l'âge d'or du bitcoin tombe. Mark Karpeles aurait ajouté artificiellement un million de dollars à son compte bancaire. Page B 1



Avis légaux..... B 2  
Décès..... A 4  
Météo..... B 6  
Mots croisés..... B 6  
Petites annonces..... A 4  
Sudoku..... B 5

## L'art invisible pour reprendre la ville

L'art dans l'espace public n'est pas qu'une affaire encombrante de béton ou de fontaine hors d'usage. Il se décline aussi en performances en chair et en os si discrètes qu'on ne les voit pas. Un art poétique, absurde et... éminemment politique.

JÉRÔME DELGADO

Performances invisibles, micro-interventions, projets d'infiltration : l'année 2015-2016 du centre d'artistes Dare-Dare est portée par la discrétion. Aucune date à retenir, aucun vernissage à courir, rien pour attirer la meute.

Ce n'est pas faute d'idées : l'artiste Steve Giasson occupera l'espace public par une interminable série d'actions. Pendant un an. « Je me mets au défi de faire 130 performances, dit celui qui dévoile ses intentions sur le Web, deux fois par semaine. Chaque œuvre tient dans une petite phrase descriptive qui cristallise un moment de pensée. »

L'ensemble s'intitule *Performances invisibles*. Invisibles, parce qu'elles se déroulent sans préavis, à l'insu de tous. Parmi les projets mis en ligne depuis juillet, Giasson propose de « demeurer immobile et en silence (un certain temps) » ou de « remettre une



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Même si la roulotte de Dare-Dare, qui porte la griffe du collectif En Masse, est bien visible, les *Performances invisibles* de Steve Giasson, elles, se veulent aussi discrètes que puissantes.

VOIR PAGE A 8 : INVISIBLE

## ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2015

## Couillard ne fera pas campagne pour Justin Trudeau

Ottawa — Contrairement à son homologue ontarienne, Kathleen Wynne, le premier ministre québécois, Philippe Couillard, n'a pas l'intention de faire campagne pour le chef libéral, Justin Trudeau, selon l'un de ses proches collaborateurs. Il n'est tout simplement pas question que le gouvernement du Québec s'immisce dans la campagne électorale fédérale, a résumé, lundi en entrevue téléphonique, Charles Robert, directeur adjoint du cabinet du chef libéral. Suivant le même principe de non-ingérence, M. Couillard ne compte pas non plus mettre des bâtons dans les roues au Nouveau Parti démocratique (NPD), même s'il est en désaccord avec la promesse de son chef, Thomas Mulcair, de travailler à abolir le Sénat du Canada, a poursuivi M. Robert. En revanche, Philippe Couillard compte bien interpellier l'ensemble des chefs fédéraux dans le contexte de la campagne électorale en leur faisant parvenir, « dans les prochaines semaines », une liste d'épicerie énumérant les demandes du Québec, a-t-il précisé à l'autre bout du fil.

La Presse canadienne

## Deborah Coyne chez les verts

Après avoir brigué sans succès la chefferie du Parti libéral du Canada (PLC) contre Justin Trudeau, l'avocate constitutionnaliste Deborah Coyne passe aux verts. L'ex-conjointe de Pierre Elliott Trudeau, mère de la plus jeune fille de l'ex-premier ministre libéral, représentera la formation d'Elizabeth May dans la circonscription de Carleton, dans la région d'Ottawa. L'avocate agissait, depuis le début de l'année, comme conseillère principale en matière de politiques auprès de la chef des verts, Elizabeth May,

après avoir tenté sans succès de devenir candidate libérale. Elle avait préalablement été candidate libérale dans la circonscription de Jack Layton, en 2006.

Le Devoir

## PROPOS SEXISTES

## Un animateur de Global forcé de s'excuser

Un lecteur de nouvelles de la chaîne anglophone Global Montreal a été contraint de s'excuser, lundi, pour avoir tenu des propos vulgaires à l'endroit d'une candidate du Bloc québécois. Peter Anthony Holder, de Global News, a partagé sur Twitter le commentaire d'un autre utilisateur au sujet de la candidate bloquiste Catherine Fournier, qui se présente dans Montarville. « Regardez la face de cette femme. Elle est prête à retirer sa culotte pour [Gilles Duceppe]. Le pouvoir = aphrodisiaque », a écrit l'homme, commentant un cliché montrant M<sup>me</sup> Fournier, en arrière-plan du chef du Bloc, Gilles Duceppe, lors d'une annonce politique. « J'ai pensé exactement la même chose quand j'ai regardé le point de presse », a par la suite « tweeté » le journaliste. M<sup>me</sup> Fournier s'est dite « très surprise par ce commentaire sexiste et choquant ». « Au premier jour de la campagne, ça commence fort », a-t-elle indiqué en entrevue, se disant « visée en tant que jeune femme par ces propos ».

Le Devoir

250 000

C'est le nombre minimal de personnes qu'embauchera Elections Canada pour travailler, à la grandeur du pays, lors des élections du 19 octobre.

## Le changement ne passe pas par la méthode Harper

Mulcair est mis en garde de ne pas boudier les journalistes trop souvent

MARIE VASTEL

Correspondante parlementaire à Ottawa

Thomas Mulcair s'est attiré des critiques en refusant de répondre aux questions des médias, au lancement de sa campagne électorale, dimanche. Ses rivaux l'accusent d'imiter Stephen Harper. Les experts le mettent en garde de ne pas répéter l'exercice trop souvent. Car les électeurs qui ont soif de changement ne toléreront pas que le chef néodémocrate adopte cette stratégie à long terme.

Le contrôle du message politique et des rencontres avec la presse à Ottawa n'a rien de nouveau. Le chef conservateur évite depuis des années de répondre trop souvent aux questions des médias nationaux. La « méthode Harper » a fait des petits, tant dans la capitale fédérale que dans la capitale nationale. « Stephen Harper ne subit pas les dégâts. Alors, les autres peuvent se dire : "Pourquoi pas nous aussi ?" Et, à l'occasion, restreindre le nombre de questions », observe Réjean Pelletier, politologue à la retraite.

Mais la décision de Thomas Mulcair, dimanche, lui a rapidement attiré des reproches. Il a suffi de quelques heures pour que le Parti libéral dénonce, à coups de communiqué de presse, « un faux pas majeur » du chef néodémocrate, qui « continue de se contredire ». Avec citation de M. Mulcair à l'appui : « Stephen Harper veut être le premier ministre d'un pays du G8, mais il veut le faire sans avoir à parler aux citoyens et aux journalistes », disait le leader du NPD en 2013. Le

## Les questions pour Harper réservées à « ceux qui paient »

N'interroge pas Stephen Harper qui veut. La période de questions qui suit les points de presse quotidiens du chef conservateur sera fortement encadrée à nouveau cette année, explique le porte-parole, Kory Teneycke. Seules cinq questions seront posées et les heureux élus auront été triés à l'avance par l'équipe conservatrice. Quatre questions proviendront des médias voyageant à bord de l'autobus conservateur — pour l'essentiel, les grands réseaux de télévision et quelques agences de presse. Une seule question pro-

viendra d'un média hors caravane.

Il est normal que « ceux qui paient des dizaines de milliers de dollars » aient la priorité, croit M. Teneycke. Même pour eux, la patience sera de mise : plusieurs jours pourraient s'écouler entre deux questions d'un même média. Il pourrait en être de même pour les questions en français, étant donné le nombre restreint de reporters francophones à bord. Mais M. Harper offrira ses réponses dans les deux langues si on le lui demande.

Philippe Orfali

chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, s'est lancé dans la mêlée lui aussi, arguant que M. Mulcair « agit de plus en plus comme M. Harper ».

D'autres observateurs ont évoqué le lancement de la campagne de Pauline Marois, qui avait elle aussi refusé en 2014 de répondre aux médias. Parmi eux, l'ex-journaliste devenu député péquiste, Bernard Drainville. Celui-ci a repris un gazouillis d'une journaliste du Devoir, notant que M. Mulcair n'avait répondu à aucune question. Lorsqu'un internaute lui a lancé que M<sup>me</sup> Marois « a fait la même chose », M. Drainville a répondu qu'il « n'oublie pas. Justement. »

## Une stratégie à utiliser avec parcimonie

Les experts estiment que les néodémocrates ont fait preuve d'une « prudence excessive », craignant une gaffe au premier jour de la campagne électorale, alors que leur chef mène dans les sondages.

Celle-ci pourrait néanmoins être vite oubliée. « Déjà au-

jourd'hui, il y a bien des gens qui n'y pensent plus », a noté Réjean Pelletier, ex-professeur à l'Université Laval, à peine 24 heures après l'allocution de Thomas Mulcair.

Son collègue, Florian Sauvageau, est du même avis. La volonté des chefs d'affronter les journalistes « est une question qui intéresse les journalistes. Point. Et ceux qui s'intéressent au journalisme et à la vie politique. Mais ça n'intéresse pas beaucoup de monde », observe cet autre ancien professeur de l'Université Laval.

Soit, la campagne « sera longue. M. Mulcair a tout le temps de redresser la barre, convient Alain-G. Gagnon, de l'UQAM. Mais reste que les premières impressions restent avec nous. »

D'autant plus que ces élections opposent le statu quo offert par Stephen Harper au changement proposé par les partis d'opposition. Il ne faudra donc pas, pour Thomas Mulcair, répéter la méthode trop souvent.

« Les gens ne cherchent pas à

remplacer M. Harper par un autre M. Harper, tranche M. Gagnon. Ils souhaitent avoir quelqu'un qui ne contourne pas le processus de transparence. Et si on cherche à encadrer l'ensemble des questions par un discours alambiqué ou une langue de bois, ça ne va pas rendre service aux néodémocrates. »

En effet, si les militants conservateurs n'ont aucune objection à voir leur chef rabrouer des journalistes, il n'en va pas de même pour Thomas Mulcair, observe Réjean Pelletier. « Son électoralat plus centriste ou plus à gauche ne voit pas d'inconvénient à ce que de méchants journalistes posent des questions. »

Et la population en générale risque elle aussi de se préoccuper du sort des journalistes si M. Mulcair évite régulièrement les médias ou un trop grand nombre de questions pendant 11 semaines, selon M. Sauvageau. « Si on prône la transparence et un changement d'attitude, il faut le manifester. »

Le Devoir

« Ce qu'on a vu, au cours des dix dernières années, c'est un gouvernement qui refuse de comprendre qu'on n'a plus besoin de choisir entre ce qui est bon pour l'environnement et ce qui est bon pour l'économie »

Le chef du Parti libéral du Canada, Justin Trudeau



Stephen Harper se trouvait lundi dans l'usine d'une entreprise spécialisée dans la fabrication de pièces automobiles, en compagnie de son épouse et de ses deux enfants ainsi que du candidat conservateur dans la circonscription de Laval-Les Îles, Roland Dick.

## Trudeau invite Calgary à chasser Harper

PHILIPPE ORFALI  
à Laval

Pendant que Stephen Harper poursuivait son opération de charme auprès des électeurs de la grande région de Montréal, Justin Trudeau se trouvait lundi à Calgary, berceau de son rival conservateur. Le Parti libéral souhaite y effectuer une percée aussi historique que celle réalisée par le NPD à l'échelle provinciale, plus tôt cette année.

Après avoir montré la porte aux progressistes-conservateurs le 5 mai, les Albertains peuvent faire de même avec l'équipe de M. Harper, a martelé M. Trudeau, dans la circonscription de Calgary Confederation, à deux pas de celle de son adversaire. Si l'économie de la province pétrolière est aussi mal en point, c'est que le premier ministre a trop longtemps tenu la province trop acquise, croit-il.

« Vous n'en pouvez plus d'un gouvernement qui est centré plus sur lui que sur vous, a déclaré M. Trudeau, dans une salle gonflée à bloc. Stephen Harper demande aux Canadiens de garder le cap. Avec son plan, il nous a menés droit vers une récession. Quand le plan ne marche pas, le risque véritable, c'est le statu quo. »

L'atmosphère tranchait nettement avec celle, plus contenue, du rassemblement organisé en début de journée à Laval par le chef conservateur. Le premier ministre se trouvait dans l'usine d'une entreprise spécialisée dans la fabrication de pièces automobiles, en compagnie de son épouse et de ses deux enfants ainsi que du candidat conservateur dans la circonscription de Laval-Les Îles, Roland Dick.

Des menaces de récession ont beau peser plus que jamais sur le Canada, c'est en vantant son bilan économique que

Stephen Harper a fait campagne sur la Rive-Nord. En cette période d'incertitude et « d'instabilité globale », des milliers d'emplois sont en jeu et les Canadiens ne peuvent faire confiance à un chef « qui pense que les finances de l'État vont s'équilibrer seules » — Thomas Mulcair — ou à un jeune homme sans expérience, a sa voir Justin Trudeau, a déclaré le chef du PCC.

En plus de qualifier le NPD d'opposition « la plus inefficace » de l'histoire, il a rejeté toute responsabilité en ce qui a trait à l'état actuel de l'économie canadienne, assurant qu'il s'agit d'une situation temporaire. « Il y a de l'instabilité. [...] Évidemment, ça nous touche : ralentissement en Chine, aux États-Unis, la croissance continue à être faible, on a des crises de la dette encore en Europe », a-t-il dit.

Le premier ministre n'a pas écarté la possibilité de ratifier l'accord de libre-échange du

Partenariat transpacifique (PTP), malgré la dissolution du Parlement, a-t-il affirmé. Les négociateurs canadiens poursuivent leur travail afin d'en arriver à une entente avec les onze autres pays concernés, tout en protégeant la gestion de l'offre, qui régit la volaille, les œufs et les produits laitiers canadiens.

Contrairement à ses principaux adversaires, Thomas Mulcair s'est fait plutôt discret lundi, participant notamment à une série de rencontres préparatoires en vue du premier débat des chefs prévu jeudi et diffusé par le magazine Maclean's. Au Bloc québécois, Gilles Duceppe a adopté la même approche, tenant des rencontres logistiques en vue des 11 prochaines semaines, a indiqué le parti. Mardi matin, les deux chefs tiendront simultanément des points de presse, à Montréal.

Le Devoir



Boutique **D**

Le livre numérique du Devoir sur Pax Plante

Il a dénoncé la corruption de l'administration montréalaise de l'époque. Recueil de ses confidences publiées dans Le Devoir.

Commandez-le d'un seul clic à [boutique.ledevoir.com](http://boutique.ledevoir.com).

Faire des achats sur la boutique du Devoir, c'est aussi soutenir un journal 100 % indépendant.

LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

## Santé Canada s'attaque à la salvia et à la marijuana

FLORENCE SARA G. FERRARIS

Le gouvernement canadien entend restreindre davantage la consommation de *Salvia divinorum*, mieux connu sous le nom de salvia, ainsi que ses préparations et dérivés.

La ministre Rona Ambrose a annoncé samedi son intention de mettre en place des mesures supplémentaires pour «protéger les jeunes Canadiens des drogues dangereuses», liste à laquelle vient maintenant s'ajouter la salvia.

Santé Canada déploie des efforts depuis 2011 pour inscrire la plante, surtout consommée pour ses effets hallucinogènes, sur sa liste des substances contrôlées de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances. Jusqu'à maintenant, la salvia était considérée comme un produit naturel non homologué.

Le nouveau règlement sera inscrit dans la *Gazette du Canada* le 12 août. Une fois les modifications publiées, toutes les activités autres que la simple possession seront illégales, à moins d'être autorisées par un règlement ou de faire l'objet d'une exemption.

«Le gouvernement est déterminé à protéger la santé et la sécurité des Canadiens, surtout les jeunes, contre les effets dévastateurs de la toxicomanie. Voilà pourquoi nous rendons la salvia illégale», a-t-elle fait savoir par communiqué.

La ministre a également indiqué que ce projet

«Le Canada est le pays de l'OCDE qui a le plus haut taux de consommation de cannabis chez les jeunes. Les faits nous prouvent que l'approche [conservatrice] ne fonctionne pas.»

Un porte-parole du Parti libéral du Canada

«s'inscrit dans le cadre de la Stratégie nationale antidrogue [SNA], qui contribue à rendre [les] collectivités [canadiennes] plus sûres et plus saines».

Lancée en 2007, la SNA tend à «prévenir la consommation de drogues illicites, à traiter la dépendance à celles-ci et à réduire la production et la distribution de ces drogues».

Les produits issus de la salvia sont offerts sous plusieurs formes, notamment en feuilles fraîches ou séchées, en liquides, en graines ou en boutures pour la culture.

Selon l'Enquête sur le tabagisme chez les jeunes de 2012-2013, 2% des Canadiens âgés de 12 ans à 18 ans avaient consommé de la salvia au cours de l'année précédente.

## Publicités surveillées

Le ministère de la Santé canadien a également annoncé samedi son intention de surveiller plus étroitement les groupes faisant la promotion de la marijuana, même dans un contexte médical.

«J'ai enjoint à Santé Canada de mettre sur pied une équipe spéciale qui pourra lutter contre la promotion illégale de la marijuana», a indiqué la ministre fédérale Rona Ambrose, dans un communiqué envoyé aux médias samedi.

Plus tôt dans la journée, Santé Canada avait, lui aussi, publié un communiqué, déclarant qu'il surveillera activement toutes les formes de publicité et de promotion de la marijuana, plutôt que d'agir principalement à la suite de plaintes du public.

En vertu de la loi actuelle, seules les «parties réglementées», dont les producteurs autorisés de marijuana à des fins médicales, peuvent rendre publics des renseignements de base, à condition que ces derniers ne soient «pas promotionnels».

Le communiqué stipule que Santé Canada «émettra des lettres de conformité s'il constate des infractions». Les contrevenants récidivistes

s'exposent à des poursuites.

Or, selon Olivier Duchesneau, porte-parole du Parti libéral du Canada (PLC), l'organisme gouvernemental disposait déjà de tels pouvoirs. Selon le parti de Justin Trudeau, cette «nouvelle annonce» de la ministre est «un peu ridicule», puisque Santé Canada avait déjà les moyens d'intervenir.

Dans son communiqué rendu public samedi, Rona Ambrose avait justement fait référence au chef libéral, évoquant la position de ce dernier par rapport au cannabis. Position jugée «irresponsable» par la ministre de la Santé.

## Approche inefficace

Selon le PLC, qui ne cache pas sa position pour une légalisation encadrée de la marijuana, «il serait peut-être temps que la ministre se demande plutôt si la position défendue par [les conservateurs] est responsable».

«Le Canada est le pays de l'OCDE [Organisation de coopération et de développement économiques] qui a le plus haut taux de consommation de cannabis chez les jeunes, a affirmé le porte-parole libéral. Les faits nous prouvent que leur approche ne fonctionne pas.»

De leur côté, les libéraux défendent plutôt la mise en place d'une «réglementation responsable».

Avec La Presse canadienne  
Le Devoir

## Le procès des Hells Angels est reporté d'une semaine

Le début du procès de sept membres des Hells Angels, accusés de meurtre et de complot dans le cadre de l'opération policière baptisée SharQc, a été reporté d'une semaine, au 10 août, et se déroulera avec un accusé de moins, qui a plaidé coupable lundi matin.

Le procès devait s'amorcer devant jury à compter de ce lundi, au Centre judiciaire Gouin, à Montréal. Le report s'explique par le désistement d'un des jurés, pour raisons professionnelles. Son désistement a été accepté par les deux parties et, bien qu'on ait prévu deux jurés de remplacement, le juge James Brunton a voulu sélectionner un autre remplaçant afin de pouvoir entamer les procédures, qui s'annoncent longues, avec 12 jurés et deux remplaçants comme prévu initialement.

Par ailleurs, un autre accusé a plaidé coupable, lundi matin, à l'accusation de complot pour meurtres. Emery Martin, qui ne faisait pas face à d'autres accusations que celle-là, a été retourné derrière les barreaux en attendant le prononcé de sa peine, vendredi prochain.

Vendredi dernier, deux mortards avaient plaidé coupable à la même accusation de complot pour meurtres, mais il

s'agissait d'accusations réduites dans leur cas. François Goupil, 45 ans, de la section de Québec, faisait face à sept accusations de meurtre prémédité, alors que Louis Ruel, 51 ans, de la section de Sherbrooke, était accusé de quatre meurtres prémédités.

Deux accusés anglophones subiront un procès séparé dans leur langue à compter de janvier 2016, soit près de sept ans après la rafle.

L'opération SharQc, menée en avril 2009, avait permis de porter des accusations contre plus de 156 personnes, dont 111 membres en règle de la bande de motards. Jusqu'ici, 105 accusés ont évité un procès en plaçant coupable.

En mai 2011, le juge Brunton avait ordonné la remise en liberté de 31 autres accusés en raison de délais déraisonnables, décision qui avait été maintenue en avril 2013 par la Cour d'appel, puis par la Cour suprême en janvier 2014. Un autre accusé a été remis en liberté à la suite de l'abandon des procédures.

Huit des accusés sont toujours en cavale et trois autres sont décédés.

Avec la collaboration de Cogeco  
Nouvelles  
La Presse canadienne

JEAN ALFRED 1940-2015

## Le premier Noir élu à l'Assemblée nationale s'éteint

JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Jean Alfred, premier Noir élu député à l'Assemblée nationale, est décédé le 20 juillet dernier à Gatineau, à l'âge de 75 ans. Ses funérailles ont été célébrées samedi, à Montréal.

Élu conseiller municipal de Gatineau en 1975, il choisit de faire le saut en politique provinciale l'année suivante, avec les troupes de René Lévesque. Il est élu député de Papi-neau lors des élections du 15 novembre 1976 et devient alors le premier Noir à faire son entrée comme élu à l'Assemblée nationale.

«Il a tracé une voie que beaucoup d'autres ont empruntée. Suivant son exemple, nombre de femmes et d'hommes venus s'installer au Québec ont réussi à se faire une place bien à eux, a souligné le député du Parti québécois d'origine camerounaise, Maka Kotto. Premier Noir élu à l'Assemblée nationale du Québec, Jean Alfred a fait la démonstration que les origines d'une personne ne devaient



Jean Alfred

en rien freiner ses ambitions.»

Bien que son entrée à l'Assemblée nationale ait été symbolique, M. Alfred a goûté au pouvoir pendant très longtemps. En 1980, il est contraint de quitter le caucus du Parti québécois (PQ) après avoir appuyé publiquement le régime du dictateur haïtien Jean-Claude Duvalier. Il revient au PQ en 1981 en se présentant dans la circonscription de Chapleau, mais subit la défaite, tout comme lors des élections de 1985 et de 1989.

Il échoue à devenir candidat du PQ dans Sauvé en 1994, puis il essaie de se tailler une place au Bloc québécois dans le comté fédéral de Repentigny en 1997, toujours sans succès.

Jean Alfred est né en Haïti, le 10 mars 1940. Il enseigne d'abord le français, le latin et la littérature française pendant cinq ans dans son pays natal, avant d'arriver au Canada, à la fin des années 1960, où il sera professeur dans l'Outaouais.

Avec Karl Rettino-Parazelli  
Le Devoir



Depuis sa création, le village n'a pas cessé de s'accroître. Sa population, initialement de quelque 200 habitants, a doublé depuis 1986.

NUNAVIK

## Umiujaq : les déchirements de la relocalisation

Depuis dix ans, le gouvernement du Québec a créé trois nouveaux parcs au Nunavik. Tous sont gérés par les Inuits de l'administration régionale Kativik. Les Cris participent pour leur part à la gestion du dernier-né, le parc Tursujuq, qui est aussi sur leur territoire. C'est donc un pas de plus dans l'autonomie pour les Inuits, qui ont vécu de grands bouleversements ces dernières années. Aujourd'hui, l'histoire de la relocalisation d'Umiujaq. Dernier de trois textes.

CAROLINE MONTPETIT à Umiujaq

Depuis presque 30 ans, le cœur de Daniel Kumarluk, un sculpteur inuit de la petite communauté d'Umiujaq, sur la côte est de la baie d'Hudson, est divisé en deux. Une partie est à Umiujaq, l'autre partie est demeurée à Kuujjuarapik, où il a vécu enfant, quelque 160 kilomètres au sud.

Daniel Kumarluk est l'un des nombreux membres de la communauté qui vivait autrefois à Kuujjuarapik (anciennement Poste-à-la-baleine), avant la création du village d'Umiujaq par le gouvernement du Québec, en 1986. La relocalisation de ces Inuits, 160 kilomètres au nord, a été négociée au moment de la signature de l'entente de la Baie-James en 1975, alors que Québec visait le développement du projet hydro-électrique Grande-Baleine.

«Initialement, le village a été créé parce que les Inuits de Kuujjuarapik craignaient les effets de la réalisation du projet Grande-Baleine», explique Charlie Tooktoo, leader spirituel de la communauté anglicane du village. Les Inuits souhaitaient également se rapprocher d'un territoire de chasse riche en phoques et bécugas, utilisé depuis des millénaires. Le nom d'Umiujaq signifie en inuktitut «bateau inversé». Il renvoie à la forme de l'une des cuestas, ces

montagnes de roc qui surplombent le lac Tasujuq voisin.

«Ma mère avait habité le long de la rivière Nastapoka, mon père, près du lac Tasujuq (anciennement lac Guillaume-Delisle)», explique Daniel Kumarluk. En fait, de nombreux Inuits nous ont expliqué que plusieurs avaient fui Kuujjuarapik pour trouver un environnement plus sain, loin des bars et de l'agitation de Kuujjuarapik. «Ma mère voulait vivre loin de l'alcool», confirme Daniel Kumarluk. Encore aujourd'hui, il n'y a pas de bar à Umiujaq. Cela n'empêche pas des Inuits de commander de l'alcool par avion, directement de Montréal. Certains épiceries de Montréal feraient ainsi des affaires d'or, selon plusieurs d'entre eux.

En 1982, les Inuits se sont prononcés par une faible majorité en faveur de la formation du nouveau village. Et les familles ont commencé à s'y installer, vivant dans des tentes en attendant que le village soit fini.

Alacie Tooktoo, l'une des aînées du village, se souvient combien ses enfants souhaitaient retourner à Kuujjuarapik, lorsqu'ils sont arrivés à Umiujaq. «Ici, il n'y avait pas de maison de jeunes. Au début, il n'y avait même pas d'école», raconte-t-elle. Aujourd'hui, tous ses enfants sont demeurés à Umiujaq et sont très actifs dans la communauté. Alicia Araquak, la directrice



Le cœur de Daniel Kumarluk, un sculpteur inuit, est divisé en deux. Une partie est à Umiujaq, l'autre partie est demeurée à Kuujjuarapik.



Charlie Tooktoo est le leader spirituel de la communauté anglicane du village d'Umiujaq.

du parc Tursujuq, raconte que sa mère a fait de nombreux allers-retours entre Umiujaq et Kuujjuarapik, pour finalement s'installer à Kuujjuarapik. «J'avais 12 ans quand j'ai décidé de rester ici avec ma sœur», dit-elle.

Depuis sa création, le village n'a pas cessé de s'accroître. Sa population, initialement de

quelque 200 habitants, a doublé depuis 1986. Et, avec les projets de plan Nord qui animent périodiquement les différents gouvernements du Québec, son avenir pourrait encore changer.

Le Devoir

Ce reportage a été réalisé grâce au soutien de Parcs Nunavik.

## ACTUALITÉS

## La vie en altitude, une solution de rechange au dopage?

ANTOINE AGASSE  
à Chamonix

En dopant la fabrication de globules rouges, la vie en altitude peut-elle avoir un effet semblable à l'EPO? C'est la question à laquelle tente de répondre une expérience grandeur nature menée cet été sur le mont Blanc.

Pendant un mois, jusqu'à la mi-août, onze skieurs nordiques norvégiens, âgés de 18 à 25 ans, passent l'essentiel de leur journée à 2200 mètres d'altitude, dans le douillet refuge du Plan de l'Aiguille, à Chamonix.

La journée de ces athlètes de haut niveau est rythmée par les trajets en téléphérique. Le matin, ils descendent dans la vallée afin d'y poursuivre un entraînement intense, alternant ski-roues, course à pied, musculation, un peu de VTT et de natation. En début d'après-midi, les jeunes sportifs remontent au refuge, où ils passent le reste de la journée et la nuit.

A cette altitude, la quantité d'oxygène est réduite de 20% environ par rapport au niveau de la mer. «*Mon pouls est beaucoup plus élevé et je sens que j'ai le souffle court*», confie Eirik Somen, 18 ans, un des participants de l'étude.

Au terme de ce mois d'entraînement, Tonje, Eirik, Ola et leurs comparses retourneront à Lillehammer, en Norvège, où ils subiront une batterie de tests pour mesurer leurs performances sportives, le volume de globules rouges dans leur sang, leur consommation maximale d'oxygène, etc.

## Depuis les JO à Mexico

L'expérience vise à «*vérifier que les performances en endurance sont augmentées*» quand on vit en altitude et qu'on s'entraîne en plaine, explique Paul Robach, professeur et chercheur à l'École nationale de ski et d'alpinisme (ENSA), à Chamonix.

«*Quand on va en altitude, il y a moins d'oxygène. Le corps répond en fabriquant davantage de globules rouges. Et en sport, plus on a de globules rouges, meilleur on est: plus vite on court un marathon, plus on est endurant.*»

L'intérêt des athlètes pour

l'altitude est né lors des Jeux olympiques de Mexico, en 1968, à 2250 mètres au-dessus du niveau de la mer, marqués par des contre-performances dans les épreuves d'endurance, parallèlement à des records du monde sur le sprint et le saut en longueur. Depuis, l'influence de l'altitude sur les performances sportives «*est un sujet très débattu: il y a une littérature un petit peu confuse sur le sujet et des études pas toujours très bien contrôlées*», relate M. Robach.

## Validité scientifique

Une étude menée par le professeur Benjamin Levine en 1997, aux États-Unis, avait montré une amélioration de la performance des sportifs vivant en altitude et s'entraînant près du niveau de la mer. «*Mais les données ne sont pas aussi propres qu'on pourrait le souhaiter pour ce genre d'étude, c'est pour cela que nous voulons la refaire*», souligne Carsten Lundby, professeur à l'Université de Zurich, qui participe à l'expérience de Chamonix.

Pour s'assurer de la validité scientifique des résultats, un «*groupe témoin*» de neuf sportifs vivant dans la vallée est ainsi soumis au même entraînement et aux mêmes tests médicaux que les athlètes dormant au refuge.

Reste à savoir si les performances des deux groupes se révéleront très différentes à l'issue de leur séjour. La question est primordiale, car «*l'entraînement en altitude est une solution de rechange au dopage: cela intéresse donc beaucoup d'athlètes*», souligne Paul Robach.

Une précédente étude menée avec des chambres hypoxiques (dont l'oxygène est raréfié), au Centre national de ski nordique de Prémaman (Jura), n'avait pas montré d'effet notable sur les performances sportives des cyclistes.

Une des explications peut venir du fait que les athlètes de haut niveau «*sont saturés en tout: ils s'entraînent tous les jours depuis de nombreuses années et ont déjà énormément de globules rouges*», explique Paul Robach.

Agence France-Presse



Gabriela de Andrade est l'instigatrice du projet montréalais appelé « Boom » et la mère de deux bambins âgés de quatre ans et un an.

## COTRAVAIL AVEC ENFANTS

## Remodeler le bureau selon les besoins des jeunes parents

LAURA PELLETIER

À la recherche d'un modèle qui leur permette d'être productifs tout en fortifiant leurs liens familiaux, de jeunes parents entrepreneurs, pigistes et travailleurs autonomes vont à contre-courant d'une société qui mise sur les garderies privées et les centres de la petite enfance (CPE). Leur solution: des espaces de cotravail avec service de garde sur mesure. À Montréal, un premier projet de la sorte prend forme.

La popularité des bureaux qui réunissent différents entrepreneurs, pigistes et travailleurs autonomes a inspiré des parents tout autour du globe, qui ont décidé de pousser le concept pour l'adapter à leur vie de famille. Aux États-Unis et en France, l'idée du «*coworking avec enfants*» commence à se répandre. Babies4Babies à Chicago, HackerMoms à Berkeley, CoworkCrèche à Paris... Peu de projets existent toutefois au Canada.

«*On souhaite changer la routine des jeunes parents pour qu'ils puissent être plus disponibles pour leurs enfants*», tout en menant leur carrière, explique Gabriela de Andrade, instigatrice du projet montréalais — appelé «*Boom*» — et mère de deux bambins âgés de quatre ans et un an.

«*Le système de garderie, c'est un rythme fou. Quand je travaillais à temps plein comme productrice télé, ma fille restait à la garderie de 8h30 à 5h30. Le rythme*

de sa journée était le même que le mien, alors qu'elle n'avait qu'un an et demi», raconte celle qui a quitté son emploi pour se lancer en entrepreneuriat.

Durant la journée, elle s'occupe désormais des enfants. Elle passe du temps en famille le soir, puis commence à travailler une fois les enfants couchés. La mère de 35 ans a l'habitude de travailler une bonne partie de la nuit.

C'est la réalité de bien des parents entrepreneurs. Christiane Plamondon, mère entrepreneure installée à Rivière-du-Loup, trouve difficile d'atteindre un équilibre entre la carrière et la famille. «*Je m'occupe des commissions le jour, pendant que mes enfants sont à la garderie, et je travaille le soir et la fin de semaine, lorsque mon conjoint est à la maison. Je me sens constamment partagée entre le travail et les enfants. J'aimerais pouvoir être auprès de mes enfants à 100% le soir.*»

Dans un congrès tenu au Brésil, M<sup>me</sup> de Andrade a entendu parler du cotravail avec service de garde. Un modèle qui permettait d'éviter aux parents de se relayer pour s'occuper des enfants, ce qui augmente le temps passé en famille et en couple.

Un total de 51 personnes se sont montrées intéressées par le projet Boom, en majorité de jeunes parents d'enfants âgés de moins de cinq ans. Quelque 30% de ces travailleurs œuvrent dans le domaine de la culture ou de la

communication, 11% sont des pères et 87% des mères.

## Un projet en développement

M<sup>me</sup> de Andrade souhaite que l'espace de travail devienne un lieu de partage de savoirs où seront donnés toutes sortes d'ateliers pour les enfants et les parents. «*J'ai trouvé une maison qui ferait l'affaire dans le Mile-End, précise-t-elle. Les parents travailleraient au deuxième étage pendant que les enfants se feraient garder au rez-de-chaussée.*»

Christiane Plamondon croit que cette séparation est essentielle. «*Les parents ont besoin de concentration. Je ne peux pas régler des contrats tout en ayant trois enfants qui tirent mon linge!*», blague-t-elle.

Les parents seraient responsables des repas de leurs enfants et ne pourraient amener leur enfant à ce service de garde sans aller y travailler.

M<sup>me</sup> de Andrade cherche la gardienne idéale et déterminera prochainement le prix d'un tel service. Parmi les modèles observés dans d'autres pays, certains offrent un service de garde à la journée, d'autres à l'heure, avec des tarifs variés, tels 53\$ pour trois heures ou 283\$ pour cinq jours.

M<sup>me</sup> de Andrade tente d'expliquer son nouveau modèle aux propriétaires et compagnies d'assurance qu'elle contacte. «*Deux assureurs ont refusé de couvrir le projet parce qu'il ne correspond à aucun de leurs formats, étant à la fois un service de*

garde et un bureau. Il y a beaucoup de sensibilisation à faire.»

Le pari est grand: beaucoup d'espaces de cotravail avec enfants ont fermé leurs portes après moins d'un an d'activité. Dans une entrevue à *Mashable*, Diana Rothschild, fondatrice de NextKids à San Francisco, conseille d'avoir une vision claire du projet et de trouver les bons partenaires.

## Solution pour le temps partiel

Boom est aussi une solution au manque de «*flexibilité*» du système de services de garde éducatifs de la province, avance Rowena Agouri, mère et travailleuse autonome. «*C'est difficile de trouver une place à Montréal, particulièrement à temps partiel. La plupart du temps, il faut payer pour une place à temps plein.*»

Parmi les parents qui ont rempli le sondage de M<sup>me</sup> de Andrade, 90% aimeraient utiliser l'espace de travail à temps partiel.

L'hiver dernier, la présidente du Conseil du statut de la femme, Julie Miville-Dechénes, a d'ailleurs dénoncé la «*rigidité excessive du système*» de services de garde éducatifs à l'enfance et le «*manque de places*». D'autres associations tiennent un discours similaire.

La ministre de la Famille, Francine Charbonneau, a signifié cet hiver son ouverture à l'adaptation du système aux parents, sans toutefois prendre un engagement.

Le Devoir

«*Quand on va en altitude, il y a moins d'oxygène. Le corps répond en fabriquant davantage de globules rouges. Et en sport, plus on a de globules rouges, meilleur on est.*»

Paul Robach, professeur et chercheur à l'École nationale de ski et d'alpinisme, à Chamonix

Téléphone : 514 985-3322  
Télécopieur : 514 985-3340

## LES PETITES ANNONCES

Courriel :  
petitesannonces@ledevoir.com

**I • N • D • E • X**  
REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL  
100 • 150 Achat-vente-échange  
160 • 199 Location

200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL  
200 • 250 Achat-vente-échange  
251 • 299 Location

300 • 399 MARCHANDISES  
400 • 499 OFFRES D'EMPLOI  
500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES  
600 • 699 VÉHICULES

**LES PETITES ANNONCES**

**DU LUNDI AU VENDREDI  
DE 8H30 À 17H00**

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14h30 pour l'édition du lendemain.

Téléphone: 514-985-3322  
Télécopieur: 514-985-3340  
petitesannonces@ledevoir.com  
Conditions de paiement: cartes de crédit

AMERICAN EXPRESS, MasterCard, VISA

**160**  
APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

DISCRIMINATION INTERDITE

La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

MILE-END - Esplanade  
Grand 6 1/2, r.de c. avec cour.  
Rénové, 1000 p.c. 2 c.c. + bureau  
+ s. de lav. Pl. bois franc.  
Chauf. élec. Maison très tranquille.  
Libre. 1 550\$ 514 273-4950

OUTREMONT - 190 Willowdale  
3 1/2 - 4 1/2 réno Près métro UdeM  
Chauffés, eau ch., poêle/frigo, asc.  
514 738 5663 - 514 735-5331

OUTREMONT - 5, Vincent d'Indy  
112, 312, 412 rénovés  
près métro, UdeM, Poêle/frigo.  
Chauffés, eau chaude, Ascenseur.  
514 737-8055 514 735-5331

ROSEMONT - GRAND 5 1/2  
H-duplex, 3 ch. fermées, PL bois  
franc, chauff. élec., très tranquille.  
Libre. 1 050\$ 514-949-1853

**167**  
MEUBLÉS

**PETITE ITALIE  
GRAND 6 1/2 NEUF**

Style condo, WiFi, balcon, terrasse. Près marché Jean-Talon et métro Beaubien. Pers. tranquille. Non-Fum. Juillet. 1680\$  
514 497-5769

**170**  
HORS FRONTIÈRES EUROPE À LOUER

PARIS  
Atelier-loft meublé, LIBRE AOÛT.  
Équipé, 2 chambres, ensoleillé, calme, sur allée privée, table à l'extérieur sous les arbres. Sympathique quartier de Belleville. Métro Télégraphe (15 min. de Châtelet). 2800\$/mois (800\$/sem). 33.1.40.30.09.14  
riouxchristian@yahoo.com  
http://riouxchristian.e-monsite.com/

PARIS VII - XV Champ-de-Mars  
Site exceptionnel - 2 1/2 rénové 08  
Tt équipé, très ensoleillé. Sur jardin  
Sem/mois 514 272-1803

Un don d'espoir pour la vie  
1-877-489-4222  
www.ArmedesSauv.ca

**170**  
HORS FRONTIÈRES EUROPE À LOUER

PROVENCE  
Vallée du Rhône  
Maison de village dans le quartier médiéval de Nyons. 2 c.c. 2 s. de b. Toute équipée. Terrasse ensoleillée. Internet.  
www.bonnevisite.ca/nyons  
mariehalarie@gmail.com

**190**  
GARAGES, PARKING

Vieux-Montréal. Stationnement intérieur mensuel. 514-284-1825

**307**  
LIVRES ET DISQUES

\*Librairie Bonheur d'Occasion\*  
achète à domicile livres de qualité en tout genre. 514 914-2142  
1317, ave du Mont-Royal Est

**515**  
INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE

VOTRE ORDINATEUR BOGUE OU LALENT ?  
Mise à jour et réparation  
P.C., Mac et portables.  
10 ans d'exp. Service à domicile.  
514 573-7039 Julien

Association québécoise des troubles d'apprentissage  
« J'apprends différemment parce que j'ai de la difficulté... »  
www.aqeta.gc.ca

**700**  
ANNIVERSAIRES ET MARIAGES

**700**  
ANNIVERSAIRES ET MARIAGES

**NOUVELLES RUBRIQUES**

Soulignez les heureux événements de la vie  
Anniversaires, mariages, naissances, félicitations, etc.

514 985-3322 ou petitesannonces@ledevoir.com

**AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS**

Veillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.

LE DEVOIR ne sera pas responsable des erreurs répétées.

Merci de votre attention.

Communiquez avec  
**Le Mémorial**  
Pour publier un ou des :

- Avis de décès • Faire-part
- Remerciements • Condoléances
- Anniversaires • Hommage
- In memoriam

Le Mémorial  
1855, rue Du Havre,  
Montréal, Qc, H2K 2X4  
Tél: 514 525-1149  
Téléc.: 514 525-7999  
necrologie@lememorial.com

Le mémorial

**QUAND LA TOXICOMANIE PREND TOUTE LA PLACE**

faites les premiers pas  
1514 539-0202  
www.portage.ca

PORTAGE  
Pour solliciter la toxicomanie

## ACTUALITÉS

## Les glaciers fondent de plus en plus vite

Paris — La fonte des glaciers a atteint, depuis le début des années 2000, un niveau historique et se poursuivra même si le réchauffement climatique fait une pause, selon une étude publiée par la revue scientifique *The Journal of Glaciology*.

Une équipe du Service de surveillance mondial des glaciers, basée à l'Université de Zurich, a rassemblé des données de terrain entre 2001 et 2010 pour quelques centaines de glaciers à travers le monde. Des mesures qu'ils ont ensuite comparées à des données satellitaires antérieures ou à des sources picturales et écrites pour les temps encore plus anciens.

« Les glaciers étudiés fondent en moyenne d'un demi-mètre à un mètre d'épaisseur chaque année, ce qui est deux à trois fois plus que la moyenne enregistrée au XX<sup>e</sup> siècle, explique Michael Zemp, directeur du Service de surveillance mondial des glaciers et coauteur de l'étude. Les mesures sur le terrain ont été effectuées sur quelques centaines de glaciers, mais, d'après les images satellites dont nous disposons, le phénomène concerne des dizaines de milliers de glaciers à travers le monde entier. » Un phénomène sans précédent, selon l'étude.

L'intense fonte au cours des deux dernières décennies a entraîné une modification de la dynamique des calottes glaciaires. « A l'avenir, les glaciers continueront de fondre même si les températures restent stables », avertit Michael Zemp.

Selon le chercheur, « les résultats préliminaires enregistrés pour les années les plus récentes [2011-2014, non inclus dans l'étude] montrent que la fonte des glaciers se poursuit à un niveau très élevé. Le record de fonte de glace au XX<sup>e</sup> siècle [observé en 1998] a été dépassé en 2003, 2006, 2011, 2013 et probablement à nouveau en 2014. »

Agence France-Presse

## Capter du CO<sub>2</sub> est inefficace contre l'acidification des océans

Paris — Déployer massivement des techniques de capture du CO<sub>2</sub> de l'atmosphère ne permettra pas d'enrayer l'acidification des océans, un phénomène qui menace de nombreuses espèces marines et qui va perdurer pendant des siècles, indique une étude publiée lundi.

Retirer chaque année de l'atmosphère, et jusqu'en 2700, l'équivalent de la moitié des émissions actuelles — un niveau très ambitieux — ne permettrait pas de retrouver les conditions d'acidité des océans de l'ère pré-industrielle, indiquent les auteurs des travaux parus dans *Nature climate change*.

En fait, même si la concentration de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère retombait à un niveau semblable à celui d'avant la Révolution industrielle, l'acidification des océans ne pourrait pas suivre le même chemin avant des centaines d'années.

« Les altérations les plus rapides se font à la surface, où les océans sont directement exposés à des concentrations plus élevées de CO<sub>2</sub>, et à des températures en hausse », explique Sabine Mathesius, l'une des auteures de l'étude.

Les émissions de CO<sub>2</sub>, dues aux activités humaines sont capturées à hauteur de 25% par les océans. Cet échange air-atmosphère limite l'effet de serre, mais il contribue à une baisse du pH des océans, ce qui a des effets très négatifs sur la biologie marine. Sous l'effet des courants marins, les masses d'eau acidifiées sont transportées dans les grandes profondeurs pendant des décennies, voire des siècles.

« Une fois dans les grandes profondeurs, l'eau acidifiée n'est plus en contact avec l'atmosphère [...] et va rester acidifiée pendant des siècles », ajoute la chercheuse.

Par conséquent, « retarder la réduction des émissions de gaz à effet de serre, avec l'intention de capturer plus tard le CO<sub>2</sub> de l'atmosphère, ne marcherait pas », estime la scientifique, car les océans subiraient « un changement irréversible » pendant des siècles.

Agence France-Presse

## L'Ordre du Nouveau-Brunswick sera remis à Réjean Thomas et Kevin Vickers

Hartland — Le D<sup>r</sup> Réjean Thomas et le sergent d'armes Kevin Vickers figurent parmi les dix nouveaux lauréats de l'Ordre du Nouveau-Brunswick. La liste des personnalités honorées a été publiée lundi, dans le cadre des célébrations officielles de la fête du Nouveau-Brunswick, à Hartland. Le D<sup>r</sup> Réjean Thomas reçoit l'Ordre du Nouveau-Brunswick pour le traitement et le soutien offerts aux personnes atteintes du VIH-sida, pour ses efforts visant à mettre fin aux préjugés et pour sa participation active au travail humanitaire à l'échelle internationale. Originaire de Miramichi, Kevin Vickers est récompensé pour son dévouement tout au long de sa carrière avec la Gendarmerie royale du Canada (GRC). On a également reconnu son courage altruiste en tant que sergent d'armes de la Chambre des communes. En octobre 2014, il avait contribué à l'arrêt rapide de l'attaque survenue sur la Colline du Parlement, à Ottawa.

La Presse canadienne



BIKAS DAS ASSOCIATED PRESS

En Inde, dans le Bengale-Occidental, au moins 48 personnes ont péri, « 5600 villages ont été touchés par les inondations et près de 1,1 million de personnes ont été déplacées dans des camps », selon les autorités. La ville principale, Calcutta (notre photo), a été durement touchée.

## Mousson en Asie : des centaines de morts et des millions d'évacués

NAN TIN HTWE  
à Rangoun

Les pluies de la mousson ont coûté la vie à des centaines de personnes à travers l'Asie, selon les autorités, et les secours tentaient toujours d'atteindre lundi certaines zones sinistrées en Inde, au Pakistan et au Myanmar.

Les autorités indiennes ont annoncé que plus de 120 personnes avaient trouvé la mort au cours des dernières semaines en raison des fortes pluies, qui ont fait 116 morts au Pakistan voisin. Dans ces deux pays, des inondations et des glissements de terrain se produisent chaque année lors de la mousson.

Au Myanmar, des pluies diluviennes ont provoqué, ces derniers jours, une rapide montée des eaux et plusieurs glissements de terrain, détruisant des milliers de maisons, de terres agricoles, de ponts et de routes.

Les Nations unies se sont déclarées « préoccupées » par la situation au Myanmar, qui pourrait être bien plus critique que ne le montrent les premiers bilans, faisant état jusqu'ici de 46 morts.

### Des zones sinistrées

Le gouvernement a proclamé quatre zones sinistrées dans le centre et l'ouest du pays, où les habitants ont dû fuir les eaux à bord de canots et de radeaux de fortune.

« Notre maison a été inondée en une journée. Nous avons déjà connu des inondations mais jamais comme cela. Cette année est la pire », raconte Htay Shein, une habitante de Kalay

(centre du Myanmar), qui a trouvé refuge dans un camp provisoire.

A quelques centaines de kilomètres plus à l'ouest, dans la ville de Sagaing, Aye Su Myat confie son désarroi : « Nous n'avons reçu aucun message d'alerte. Nous pensions donc que c'étaient les pluies habituelles » en cette saison.

« En quelques heures, toute ma maison était sous l'eau. Mon mari a dû monter sur le toit, car il n'y avait aucun moyen de sortir », ajoute-t-elle. Ils ont maintenant trouvé refuge dans un monastère, qui sert d'abri temporaire.

« Quarante-six personnes sont mortes et plus de 200 000 ont été affectées par les inondations à travers le pays », a déclaré, lundi à l'AFP, un fonctionnaire du ministère des Affaires sociales.

Les accès à de nombreuses villes du nord et de l'ouest du Myanmar ont été bloqués et les travailleurs humanitaires craignent que l'ampleur de la catastrophe soit pour l'instant sous-estimée.

« La logistique est extrêmement difficile. Les équipes d'évaluation ont du mal à atteindre les zones touchées », a déclaré Pierre Peron, porte-parole de l'office des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires.

### Risque de nouvelles inondations

Si les inondations ont commencé à reculer à certains endroits, l'ONU redoute la crue de certaines rivières qui pourraient inonder de nouvelles zones.

Le président du Myanmar, Thein Sein, a promis que le gouvernement allait faire « tout

son possible » pour fournir des secours.

Les pluies ont également meurtri l'État de Rakhine, qui accueille déjà quelque 140 000 personnes déplacées, principalement des musulmans rohingyas, qui vivent dans des camps de fortune. Mais peu d'informations étaient pour l'instant disponibles en provenance de cet État.

En mai 2008, le cyclone Nargis avait dévasté le delta birman de l'Irrawaddy, tuant 140 000 personnes.

En Inde, dans le Bengale-Occidental, au moins 48 personnes ont péri, « 5600 villages ont été touchés par les inondations et près de 1,1 million de personnes ont été déplacées dans des camps », a indiqué Javed Ahmad Khan, ministre de la gestion de l'État.

Les secouristes recherchaient toujours lundi des villageois dans l'État septentrional du Manipur, où quatre corps ont été jusqu'à présent retrouvés dans un hameau enseveli sous une colline qui s'est effondrée.

Au Pakistan, plus de 850 000 personnes ont été affectées par les inondations, selon Ahmed Kamal, porte-parole de l'organisme chargé de la gestion des catastrophes nationales.

Au Vietnam, les sauveteurs luttent toujours contre des glissements de terrain toxiques autour des mines de charbon inondées dans le nord du pays, proche du site touristique de la baie d'Halong, classé par l'UNESCO.

Vingt-trois personnes ont été tuées, dont deux familles englouties par des boues toxiques.

Agence France-Presse

VOL MH370

## Les enquêteurs français et malaisiens vont coopérer

SOPHIE DEVILLER  
SONIA WOLF

à La Réunion

Cinq jours après la découverte d'un fragment d'aile d'un Boeing 777 sur l'île française de La Réunion, juge, gendarmes et experts aéronautiques français et malaisiens se sont réunis, lundi à Paris, pour coordonner leur action dans l'enquête sur la disparition du vol MH370.

La délégation malaisienne — dirigée par le directeur général de l'aviation civile, Azharudin Abdul Rahman, et composée de quatre autres personnes représentant Malaysia Airlines et la justice malaisienne — s'est entretenue, au palais de justice de Paris, avec l'un des trois juges français chargés de l'affaire, des enquêteurs de la gendarmerie des transports aériens et des représentants du Bureau d'enquêtes et d'analyses (BEA).

Selon une source judiciaire présente lors de la rencontre, « la réunion a été axée sur la coopération entre les instances françaises et les autorités malaisiennes. Le juge a rappelé le devoir absolu d'entraide et de transparence qui devait prévaloir. »

La justice française s'est saisie de l'affaire puisque quatre des victimes sont françaises. Parallèlement, une enquête internationale, coordonnée par l'Australie, est menée par plusieurs pays, dont la Chine, la Malaisie et les États-Unis.

« La Malaisie et la France partagent l'inquiétude et l'anxiété de tous les proches [des victimes] dans l'attente de déterminer l'origine du [morceau d'aile retrouvé], en espérant mettre fin à seize mois d'attente douloureuse », a indiqué dans un communiqué M. Abdul Rahman.

### Analyse du morceau d'aile retrouvé

Le morceau d'aile d'avion retrouvé sera analysé à partir de mercredi après-midi dans un laboratoire militaire situé dans la banlieue de Toulouse, dans le sud-ouest de la France, et des morceaux d'une valise, découverts à proximité du débris d'avion, seront expertisés dans un laboratoire de la région parisienne.

Ces analyses pourraient déterminer s'il s'agit d'un morceau du Boeing 777 du vol MH370, disparu mystérieusement le 8 mars 2014 avec 239 personnes (dont 153 Chinois) à son bord.

Cette découverte a provoqué depuis mercredi un certain emballement autour d'une des plus grandes énigmes de l'histoire de l'aviation civile.

Les rumeurs se répètent aux quatre coins de la planète, au gré des « découvertes » par des promoteurs sur les plages réunionnaises de possibles pièces d'avion, en fait de la simple ferraille. A la demande de la Malaisie, les autorités mauriciennes ont annoncé qu'elles allaient entamer des recherches pour « localiser des débris éventuels ».

### Minimiser les attentes

Élus, experts et enquêteurs s'attachent toutefois à minimiser les attentes.

« Attendons les résultats de l'enquête », a tempéré Marie-Lise Chane-To, première adjointe au maire de Saint-André, la commune de La Réunion où a été retrouvé le débris.

« Nous sommes en train de rouvrir une plaie qui n'est peut-être pas fermée et ne le sera probablement jamais. Les familles ont besoin de connaître ce qui s'est passé pour démarrer le deuil, mais, dans un tel contexte, il importe de ne

pas donner de fausses espérances », a-t-elle insisté.

Seule certitude pour l'instant : le fragment d'aile est bien celui d'un Boeing 777. « Cela a été vérifié par les autorités françaises avec le constructeur Boeing, le NTSB américain [l'agence de sécurité des transports] et l'équipe malaisienne », selon le ministère malaisien des Transports.

La piste du MH370 se dessine donc, puisqu'aucun autre accident aérien n'a impliqué ce type d'appareil dans cette région du monde.

Si les analyses physiques et chimiques pourraient permettre l'identification du vol, de nombreux experts estiment qu'il est peu probable qu'elles dessinent le scénario de la catastrophe.

« Il ne faut pas attendre des miracles de cette analyse », prévient l'ancien directeur du BEA, Jean-Paul Troadec. Pour tirer des conclusions, il faudrait que « la pièce soit au centre de l'accident, les chances sont assez faibles », estime Pierre Bascary, ancien directeur des essais à la Direction générale française de l'armement. Avec ces « 2 m<sup>2</sup> d'avion », « ça va être très difficile d'avoir des certitudes ».

L'étude des crustacés accrochés au débris pourrait toutefois livrer quelques indices.

L'Université de Cologne a ainsi indiqué qu'un de ses chercheurs, Hans-Georg Herbig, les a identifiés, à partir des images diffusées dans les médias, comme des anatifes. Selon lui, il s'agit probablement de la sous-espèce de *Lepas* qui évolue « dans des zones marines fraîches, au sud-ouest de l'Australie ». Là où s'étaient concentrées les recherches au printemps 2014.

Agence France-Presse

## ÉDITORIAL

## ENVIRONNEMENT

## Le pas de plus de Barack Obama

Bravo au président Obama pour la dernière mouture de son plan environnemental. Sauf que les États-Unis sont encore loin de faire l'effort réclamé par les scientifiques pour limiter la hausse du réchauffement du climat à 2 degrés Celsius.

**V**

rai que le plan de M. Obama est sans précédent pour les États-Unis. Voici un président américain qui prend acte, depuis un an, de la responsabilité déterminante des États-Unis dans la lutte contre les changements climatiques. Et qui pose des gestes utiles. Toute une évolution pour un pays où la question avait été à peine effleurée lors de la campagne présidentielle de 2012. Son Plan américain pour une énergie propre (*America's Clean Power Plan*) a le grand mérite de s'attaquer au problème crucial que représentent, pour la qualité de l'air, les centrales thermiques au charbon, qui produisent aux États-Unis pas moins de 37% de l'électricité — et qui sont par ailleurs très gourmandes en eau, dans un contexte où se vident partout sur la planète les rivières, les réservoirs et les aquifères. Il est absolument impossible d'envisager une sortie de crise écologique sans la réalisation de progrès rapides et tangibles à ce chapitre.



GUY TAILLEFER

En vertu, donc, du plan piloté par l'Agence de protection de l'environnement (EPA), les États-Unis s'engagent à réduire de 32% d'ici à 2030, par rapport aux niveaux de 2005, les émissions de gaz à effet de serre de leurs centrales thermiques. Il est d'autant plus encourageant qu'il ne commet pas l'erreur, qui aurait été grave, de relier sa stratégie nationale sur la production non moins polluante du gaz de schiste, dont l'abondance depuis une dizaine d'années a permis de freiner la dépendance énergétique du pays à l'égard du Moyen-Orient, en particulier. Il préconise plutôt d'augmenter à 28%, au cours des 15 prochaines années, la part du solaire et de l'éolien dans la production d'électricité. Une part qui n'est présentement que de 11%.

A cinq mois de la grande conférence de Paris sur le climat, le signal est fort. Il accuse par la bande l'aveuglement notoire du gouvernement Harper. Il a valeur d'exemple auprès de la Chine et de l'Inde, qui auraient drôlement intérêt à réduire leur dépendance envers le charbon pour la production d'électricité et la croissance de leur PIB.

Le plan d'Obama est sans précédent, certes, mais il s'agit objectivement d'une enjambée insuffisamment grande en regard de l'urgence. L'humanité procrastine et surconsomme depuis fort longtemps.

Le projet est ensuite ambitieux dans la mesure où il va se heurter à de puissantes résistances intérieures — comme il impliquera à terme la fermeture de centaines de centrales thermiques. Il est entendu que les républicains vont se lancer dans une interminable guérrilla judiciaire. Les délais additionnels annoncés lundi, pour permettre aux États et aux entreprises de s'ajuster, ne désamorceront pas les objections.

Si bien que le succès du plan ne dépendra pas ultimement de M. Obama, mais de celle ou de celui qui lui succédera. Hillary Clinton, candidate attendue à l'investiture du Parti démocrate en vue de la présidentielle de 2016, s'est immédiatement arrimée à l'initiative du président sortant. Il se trouve heureusement que les vents de l'électorat, disent les sondages, soufflent de plus en plus en faveur de candidats qui défendent des positions plus écologistes. Comme M. Harper, les républicains nagent à contre-courant de l'histoire. Il ne faudrait surtout pas que le jeu des urnes, ce qui demeure malheureusement possible, leur donne le pouvoir.

## LE PRIVÉ EN SANTÉ

## De brèche en brèche

**L**e déploiement du privé dans le secteur de la santé se fait à de tels petits pas que la progression nous échappe. Mais progression il y a, au point où certains y vont de prédictions qui, il y a encore peu, auraient paru hallucinantes : dans cinq ou dix ans, la majorité des médecins de famille auront déserté le secteur public au profit du privé, lisait-on samedi dans *Le Devoir*.

Il importe moins que cette projection, faite tant par des tenants du privé que du régime public, soit réaliste ou pas que de constater un mouvement en cours depuis des années et qui, comme le signalait dans le même article la Dre Yun Jen, présidente de l'Association médicale du Québec, amène des changements fondamentaux « sans qu'il y ait de débat public ».

Dans les faits, une banalisation de l'effritement du secteur public est à l'œuvre. Entre les principes et les économies à réaliser, les gouvernements ne choisissent même plus : l'argument économique est le seul qui tienne, qu'on justifiera de mille manières.

A l'origine de notre système de santé public, pourtant, les très publics CLSC devaient servir de porte d'entrée. Mais l'instance n'a jamais rallié les médecins. Ils ont préféré développer leurs propres cliniques associées au système public, ce que l'on appelle les cliniques privées subventionnées.

Cette brèche dans la philosophie de départ a fini par mener à une brèche concrète : la gamme des services offerts en clinique s'est étendue, avec les coûts qui l'accompagnent, plusieurs de ceux-ci étant non remboursés par Québec et dès lors facturés aux patients. Ces frais dits accessoires avaient beau être illégaux, le patient payait quand même. Comment faire autrement : on va voir un médecin pour être soigné, pas pour entrer en guerre. Et qui rappelait aux patients leurs droits ? Certainement pas les gouvernements !

L'habitude prise de sortir son portefeuille vient de se retourner pour de bon contre les citoyens. Le ministre de la Santé, Gaëtan Barrette, a décidé en juin que les frais ne seraient plus interdits, mais encadrés. Québec n'a pas d'argent pour les prendre en charge et cet encadrement évitera les abus, a expliqué le ministre. Qui ne dit toutefois pas que c'est là un retournement majeur en matière de politiques de santé publique.

De même, des lobbys interviennent de plus en plus auprès du gouvernement pour une plus grande intégration des cliniques privées subventionnées au système de santé. Par ailleurs, les médecins qui se désaffient du régime public sont encore marginaux, certes, mais se multiplient, lassés des contraintes du public... ou de la réputation qu'on lui fait. Ce désamour s'infiltré tellement dans les esprits que même des étudiants en médecine en sont atteints. Quelle dérive ! Se réveillera-t-on trop tard ?

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU  
Vice-présidente, développement CHRISTIANNE BENJAMIN  
Vice-présidente, ventes publicitaires LISE MILLETTE  
Directeur des finances STÉPHANE ROGER  
Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD  
Adjoints PAUL CAUCHON, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENEY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
Directeur de la production CHRISTIAN GOULET

## LA CAMPAGNE ÉLECTORALE DU COLONEL HARPER ?



GARMAÏTE  
2011-03-21

REPRISE

## L E T T R E S

## Le conservateur au musée... des horreurs

La nature a horreur du vide ; ça, on le sait. Mais sait-on qu'elle déteste tout autant la surabondance, qui la désorganise, et l'excès, qui finit par l'étouffer ?

Ces risques associés au trop-plein, vous ne pensez pas qu'il faudrait les rappeler aux conservateurs ? Car ceux-ci s'apprêtent à nous infliger au-delà de deux mois de campagne électorale, dont le premier en plein été. Décidément, Galarneau a frappé fort sur certains occupants !

Je me prends à rêver d'une coalition de l'opposition, une sorte d'entente tacite. Ça ressemblerait à ceci : pas d'interventions de la part des libéraux, des néodémocrates, des verts ni des bloquistes durant tout le mois d'août. Silence radio, donc, mais aussi télé, Facebook et Twitter ! L'idée, c'est de laisser toute la « piste de danse » aux conservateurs ; c'est sûr, ils trouveraient le moyen de s'enfermer eux-mêmes à force de « sparages » inélegants. Et, facteur non négligeable, le spectacle serait gratos pour les adversaires et les citoyens ! C'est pas beau ça, en fait de programme ?

Comme on dit en anglais : « *It takes two to tango.* » Ouais ! Il faut être au moins deux pour danser le tango ; tout seul, ça risque de tanguer fort sur le pont du na-

vire. Condamné à gîter à tribord (droite), faute de contrepoids, le galion conservateur s'exposerait au naufrage.

Laissons le bleu s'épivarder tout seul comme un « codinde » sur la scène. Le rouge, l'orange et le vert pourront toujours nous présenter leur numéro à compter de septembre. Ça nous changera des monologues, non ?

En passant... En général, un « conservateur », on retrouve ça à la tête d'un musée. Eh bien, il n'en tient qu'à nous, électeurs « zé » trices, d'envoyer à demeure au musée des horreurs le conservateur qui se promet de nous casser les oreilles plus de 70 jours durant !

Jean-Paul Lanouette  
Longueuil, le 31 juillet 2015

## Des gains pour le Québec à élire Mulcair ? Vraiment ?

J'apprécie toujours les opinions que M. Roméo Bouchard exprime dans *Le Devoir* sur divers sujets. Cette fois-ci, cependant, son invitation récente aux indépendantistes à voter pour Thomas Mulcair et le NPD aux prochaines élections fédérales me paraît très dure à avaler.

Bien sûr, les politiques d'un gouvernement NPD seraient grandement préférables, pour l'ensemble des Canadiens, à celles des conservateurs. Sauf

que, dans plusieurs domaines, les Québécois, eux, en souffriraient beaucoup. Qu'il suffise de signaler l'appui indéfendable du NPD au projet de transport par oléoduc, sur tout le territoire du Québec, du pétrole des sables bitumineux de l'Alberta.

Les indépendantistes tentés par le NPD, comme M. Bouchard, oublient surtout que ce n'est pas l'élection de députés du Bloc au Québec qui favoriserait le retour au pouvoir des conservateurs de Stephen Harper. C'est beaucoup plus la lutte que se feront avec acharnement le NPD et le Parti libéral dans les 10 provinces du pays. Ces deux grands partis fédéralistes, en s'affrontant l'un l'autre dans un nombre de comtés beaucoup plus élevé qu'au Québec, vont rendre la vie beaucoup plus facile au Parti conservateur et permettre, peut-être, sa réélection.

Au Canada, faut-il le répéter, notre mode électoral est un système uninominal à un tour. C'est l'un des plus mauvais systèmes démocratiques que l'on puisse imaginer. Et c'est ce qui fait qu'un parti avec, disons, seulement 35% des voix peut former le gouvernement et régner très facilement durant tout un mandat. Voilà qui risque de nous arriver, et le Bloc n'en serait aucunement responsable.

Gilles Léveillé  
Le 2 août 2015

## LIBRE OPINION

## L'asservissement des femmes à l'ère de l'islamisme radical

FATIMA HOUDA-PEPIN

Politologue  
Députée à l'Assemblée nationale du Québec de 1994 à 2014  
Extrait d'une conférence au Forum international des femmes méditerranéennes

**L**e Forum international des femmes méditerranéennes de Fès, qui s'est tenu en mai dernier, a eu le mérite de nous rappeler le drame de ces « oubliées de la guerre » en plaçant la violence faite aux femmes, à l'ère de Daech, au cœur du débat.

Certes, des progrès significatifs ont été enregistrés en matière de condition féminine dans les pays arabo-musulmans, à la faveur des indépendances, de la généralisation de l'enseignement, de l'accès des femmes au marché du travail, de la mobilisation des féministes et de la vigilance des militants des droits de la personne.

Un vent d'espoir avait soufflé sur le Maghreb et le Moyen-Orient et a propulsé ces sociétés traditionnelles vers un temps nouveau où les femmes — avant l'avènement du Printemps arabe — rêvaient déjà de liberté, de justice et de démocratie. Ces acquis fragiles, gagnés de haute lutte,

sont aujourd'hui battus en brèche par des djihadistes qui instrumentalisent l'islam à des fins politiques.

Bien avant que l'islamisme radical ne se révèle sous son expression terroriste, l'Arabie saoudite avait préparé le terrain en déployant, à coups de dizaines de milliards de dollars, son idéologie wahhabite, renforcée par les idéologues salafistes à la solde des pays du Golfe, infectant ainsi la planète d'un cancer qui ne cesse de ronger. C'est de cette matrice que naîtront une multitude de groupes extrémistes, y compris al-Qaïda et le groupe État islamique.

Une vingtaine d'organisations armées se réclamant de l'islam sèment la terreur, aujourd'hui, au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie, mais, sous l'écran radar, une nébuleuse de l'islamisme radical aux ramifications locales et internationales impressionnantes œuvre à faire avancer son action politique par l'endoctrinement et le recrutement de jeunes candidats au djihad.

Au-delà de leurs divergences stratégiques, ces organisations politiques, sous couvert de religion, ont un point en commun : la haine des femmes et des mécréants.

Et que faisons-nous face à ces dizaines de milliers de femmes réduites à l'escla-

vage aux mains de Daech et de Boko Haram, soumises aux sévices les plus atroces de l'humiliation, du viol, de la torture, de la lapidation et des exécutions sommaires ?

A ce jour, la seule réponse audible de l'Occident est son silence. A part les quelques sursauts d'indignation à la Michelle Obama, « le monde libre » ne semble pas concerné par cette tragédie, et rares sont les leaders politiques et les groupes qui osent s'y engager. Même les féministes, pour qui jadis la solidarité internationale était une valeur universelle, détournent leur regard.

Pour avoir milité moi-même au sein d'organisations féministes au Québec, au Canada et dans le monde, je me demande si le féminisme existe encore aujourd'hui et si toutes les luttes qui ont été menées par des pionnières des droits de la personne ne sont que de l'histoire ancienne ?

Peut-être est-ce la fatigue des militantes de ma génération ou le désintéressement de la génération montante, qui croit que l'égalité de genre est un acquis définitif, peut-être aussi l'illusion que les violations des droits de la personne commises ailleurs n'ébranleront pas les piliers de notre démocratie ?

## IDÉES

## SÉCURITÉ NUCLÉAIRE

## Fléau pire que l'amiante, l'uranium doit rester en terre

## Le président de la CCSN est hors d'ordre

JACQUES DAGENAIS

Montréal

Certains peuvent être surpris de voir le président d'un quasi-tribunal qui se dit indépendant se jeter dans une bataille médiatique contre le BAPE, conjointement avec les entrepreneurs et lobbyistes de l'uranium.

En effet, par sa lettre de la semaine dernière au ministre Heurtel attaquant la crédibilité du très solide rapport du BAPE sur la filière uranifère, le président de la CCSN, Michael Binder, est complètement hors d'ordre. Non seulement il vient de discréditer sa fonction, mais il confirme encore une fois que cet organisme, la Commission canadienne de sûreté nucléaire, défend avant tout l'industrie et non pas la sécurité des citoyens.

Les moins surpris sont sûrement les commissaires ayant mené cette étude sur l'uranium, puisque, lors de la présentation de mon mémoire en audience, je les avais prévenus qu'ils avaient affaire au plus puissant lobby qui existe. Ce lobby est puissant puisqu'il réunit, en plus de grandes entreprises multinationales, de puissantes entreprises d'État, d'influents syndicats d'ingénieurs nucléaires, le tout chapeauté par un organisme de contrôle plus actif à promouvoir l'industrie qu'à protéger le public, comme cela est supposé être sa mission. J'ai même fourni aux commissaires des exemples récents des interventions intempestives du président Binder en faveur de l'industrie, incompatibles avec le rôle d'un président d'un tribunal tenu à la neutralité et qui a une obligation de réserve.

## Interventions inacceptables

Il a multiplié ses interventions inacceptables depuis sa nomination en remplacement de l'ancienne présidente, congédiée après avoir pris une seule décision défavorable à l'industrie, alors qu'elle allait mettre de l'avant l'adoption de normes de sécurité reconnues partout, mais auxquelles ne peuvent satisfaire les vieux rafiot canadiens, les réacteurs CANDU. Soulevant le manque d'indépendance de la CCSN, j'avais prévenu cette présidente, lors d'une audience tenue dans les mois ayant précédé son renvoi, qu'elle ne pouvait prendre de décisions à l'encontre de l'industrie, au risque d'être congédiée.

Tout juge agissant comme le fait le président Binder aurait depuis longtemps été ramené à l'ordre par son conseil de la magistrature.

J'espère donc que le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, David Heurtel, ne sera pas ébranlé par cette intervention supposément basée sur des connaissances



Michael Binder a multiplié les interventions depuis sa nomination en remplacement de l'ancienne présidente de la Commission canadienne de sûreté nucléaire.

scientifiques que les commissaires n'auraient, semble-t-il, pas comprises et qui leur avaient pourtant bien été expliquées par les éminents et infaillibles intervenants de la CCSN.

Il faut rappeler que ces scientifiques de la CCSN sont régulièrement intervenus en 2012 pour faire la leçon à l'Allemagne et contester les études scientifiques solides sur lesquelles ce pays s'était basé pour décider de sortir du nucléaire. Ils interviennent continuellement pour attaquer tout expert qui ose mettre en doute la validité des normes canadiennes, souvent contraires aux pratiques internationales et curieusement ajustées pour permettre aux vieux réacteurs CANDU de continuer à fonctionner. On mentionnera entre autres les niveaux de tritium, avec une norme 100 fois plus élevée qu'en Californie, parce que les CANDU canadiens fonctionnant à l'eau lourde en produisent plus que tout autre type de réacteur. Quant au coefficient positif au vide des CANDU, c'est une caractéristique des réacteurs canadiens qui est inacceptable chez nos voisins du Sud, en France et dans la plupart des pays de l'OCDE.

## Sarcophages de béton

N'étant pas un scientifique, mais un retraité

du monde de la finance et de la haute technologie, j'ai fait une intervention qui a surtout consisté à rappeler aux commissaires que l'uranium ne sert essentiellement qu'à produire des bombes atomiques et à faire fonctionner des réacteurs nucléaires capables de causer des désastres inégalés dans aucune autre industrie, comme à Tchernobyl et à Fukushima, et surtout qui produisent chacun, chaque semaine, des tonnes de déchets hautement radioactifs qui, faute de solution pour encore au moins un siècle, s'accablent dangereusement partout sur la planète. Seulement ici au Québec, malgré la fermeture de Gentilly-2 en décembre 2012, on a encore à gérer 3000 tonnes de ce pire poison de la planète jusqu'à l'an 2151, selon le rapport annuel d'Hydro-Québec. Ces 142 000 grappes sont entreposées sur le bord du fleuve, dans sa partie la plus étroite, dans des sarcophages de béton censés à l'origine durer 50 ans.

Vu que la solution permanente pour disposer de ce combustible irradié, dangereux pour des dizaines de milliers d'années, est toujours recherchée et ne sera pas prête avant la fin du siècle au mieux, on prédit maintenant, avec l'assentiment de la CCSN, leur vie à 100 ans. On a raison de mettre en doute une telle survie du

béton dans notre climat, en se basant sur plusieurs exemples comme le pont Champlain ou Turcot, surtout quand on sait que les grappes de combustible sont encore à une température de plusieurs centaines de degrés lorsqu'elles sont entreposées dans ces sarcophages de béton non testés. En Ontario, la majorité des grappes s'accumulent dans des piscines non protégées et dangereusement surchargées, ce qui, selon le rapport de l'expert Alvarez, en augmente beaucoup le risque.

## Moratoire

Que dit à ce sujet la CCSN? Informet-elle les citoyens canadiens de l'ampleur de ce problème, jusqu'à maintenant non résolu, et des risques énormes que ce combustible irradié nous fait courir? Absolument pas, cela risquerait de nuire à l'industrie. Elle affirme plutôt que «le combustible sera évacué vers un centre canadien d'enfouissement en zone géologique profonde à être développé par la SGDN. Entre-temps, le combustible est entreposé de façon sécuritaire sur les sites des réacteurs.»

Donc, l'argument voulant que les conclusions du BAPE sont erronées parce que contraires aux décisions basées sur les infaillibles connaissances scientifiques de la CCSN depuis 30 ans concernant les mines d'uranium en Saskatchewan ne devrait pas influencer le ministre Heurtel. La Colombie-Britannique et la Nouvelle-Écosse n'ont pas hésité à décréter un moratoire sur l'exploitation de l'uranium.

Encore plus néfaste que l'amiante, autant pour les travailleurs, les communautés environnantes que pour les dommages créés par son utilisation, l'uranium au Québec doit rester en terre. Le Québec a les moyens et suffisamment d'autres ressources pour se permettre de maintenir ce moratoire de façon permanente.

Les risques juridiques et financiers d'une telle décision, quelles que soient les menaces des lobbyistes, devraient être de peu d'importance.

Les investisseurs dans ce domaine sont généralement bien indemnisés par les crédits d'impôt pour exploration et des pertes transférées par le financement d'actions accordatives de petites compagnies coquilles, dont ils ne garantissent d'aucune façon les dommages immenses qu'elles peuvent causer, le gouvernement devant généralement ramasser la facture de tout désastre ou abandon.

Si on se fie aux milliards de dollars de poursuites liées à l'exploitation de l'amiante toujours en cours partout dans le monde, le ministre exposerait les Québécois pour des générations à venir à de biens plus grands risques juridiques et financiers en permettant l'exploitation de l'uranium plutôt qu'en décrétant un moratoire permanent.

## Architecture nature

## La pêche sportive a engendré un riche patrimoine bâti, à l'architecture diversifiée

MARTIN DUBOIS  
MARIE-ÈVE FISET

Consultants en patrimoine et en architecture

Du plus modeste chalet aux vastes domaines, les camps de pêche qui parsèment le Québec ont une architecture distinctive, en symbiose avec la nature. Mais ce patrimoine bâti est fragile, d'autant plus qu'il est méconnu et isolé.

La pêche sportive a engendré un riche patrimoine bâti, à l'architecture diversifiée. Deux grandes tendances se dessinent toutefois pour les camps de pêche construits entre 1850 et 1950: l'architecture rustique en bois rond et celle d'inspiration pittoresque.

Les chalets en bois rond les plus anciens, faits de matière première bûchée sur place, reprennent les méthodes de construction rudimentaires des premiers colons et des bûcherons. Dans cette technique d'empilage des billes de bois, les extrémités des pièces s'entrecroisent à mi-bois et forment saillie aux angles du bâtiment. Au début du XX<sup>e</sup> siècle apparaît le modèle architectural des *log cabins*, typiquement nord-américain. La rusticité devient alors davantage un style: plusieurs bâtiments sont simplement revêtus de dosses (face bombée de la première planche sciée d'un tronc d'arbre), qui donnent l'apparence du bois rond.

DES IDÉES  
EN REVUES

Chaque mardi, *Le Devoir* offre un espace aux artisans d'un périodique afin qu'ils présentent leur perspective sur un sujet qui les préoccupe ou dont ils traitent dans les pages de leur publication. Cette semaine, un extrait du dernier numéro (Été 2015, numéro 145) de la revue *Continuité* ([www.magazine-continuite.com](http://www.magazine-continuite.com)).



Mais, qu'ils soient de véritables constructions en pièce sur pièce ou des bâtiments plus modernes aux allures de chalet rustique, ces camps de pêche, plantés en bordure d'un lac ou camouflés dans une épaisse verdure, se fondent habilement dans la nature.

Une architecture pittoresque, issue à la fois de l'architecture traditionnelle québécoise et des villas de bord de mer, caractérise d'autres clubs de pêche. Plus raffinées, ces constructions tout en bois se distinguent par de hautes toitures, de larges galeries couvertes ou des vérandas et d'imposantes cheminées en maçonnerie. Le revêtement — en clin de bois, en bardeaux de cèdre, en planches verticales ou en pièce sur pièce — est généralement peint en blanc. Les

éléments d'ornementation, comme les encadrements d'ouverture, les bordures de toit et les composants de galerie, se démarquent souvent par leur couleur verte, un code chromatique très répandu en villégiature. Tout comme les bâtiments en bois rond, les camps pittoresques s'insèrent dans le paysage de façon remarquable.

Pendant l'âge d'or des clubs privés, plusieurs camps de pêche sont réservés à des gens aisés issus du milieu des affaires ou de la bourgeoisie. Il convient donc d'assurer un certain confort dans un cadre naturel et rustique. Les bâtiments d'accueil et d'hébergement sont meublés et décorés avec soin, avec de nombreuses références à la nature: tables, chaises et lits fabriqués en rondins, meubles décorés de mo-

tifs animaliers sculptés... Un vaste salon doté d'un imposant âtre en pierre, des plafonds hauts et une fenestration abondante rendent ces lieux accueillants pour les membres du club, leur famille et leurs invités de marque venus parler affaires dans un lieu enchanteur [...].

## La griffe des grands

La grande majorité des camps de pêche sont le fruit de techniques de construction traditionnelles et vernaculaires, ce qui n'empêche pas que certains ensembles doivent leur conception à des architectes canadiens et américains de renom. Parmi eux figure Edward Maxwell, à qui la compagnie Laurentide, de Grand-Mère, a demandé de dessiner des maisons pour ses dirigeants et des bâtiments pour son club de pêche. L'architecte new-yorkais Stanford White, pour sa part, a conçu plusieurs camps près de la rivière Restigouche, pour des villégiateurs très fortunés. Charles Warren, le créateur de plusieurs luxueuses villas à Pointe-au-Pic, a réalisé vers 1901 les plans du premier chalet du camp du lac Sainte-Anne, qui appartient aujourd'hui au parc national des Grands-Jardins.

Jusque dans les années 1940 ou 1950, des bâtiments de camp de pêche, même conçus par des architectes, sont encore construits avec des méthodes traditionnelles (bois

rond ou queue d'aronde). La maison du gérant du camp de Sainte-Marguerite qu'a dessinée Alexander T. G. Durnford fournit un exemple éloquent de cette pratique.

## Méconnus et menacés

Par leur nature même, les bâtiments des camps de pêche sont vulnérables: leurs composants en bois nécessitent un entretien constant. Depuis 1978, à la suite de l'élimination des droits de pêche exclusifs des clubs privés du Québec, plusieurs ensembles bâtis sont passés aux mains de pourvoyeurs ou d'organisations publiques comme la Sépaq. Certains propriétaires sont conscients de la valeur patrimoniale de ces bâtiments et les entretiennent avec soin, alors que d'autres les laissent se détériorer dans l'indifférence.

Nul doute que la méconnaissance de ce patrimoine bâti nuit également à sa conservation. Sauf pour quelques cas célèbres, comme le Triton Fish and Game Club de Lac-Édouard, en Mauricie, ou le Brandy Brook Sports Club de Restigouche, l'histoire et l'architecture des camps de pêche demeurent peu connues [...].

Autre obstacle à la conservation de ce patrimoine architectural? L'isolement des sites loin dans la forêt, dans des territoires non organisés (TNO), des zecs ou des parcs nationaux. Ils sont souvent accessibles seulement par des che-

mins forestiers ou privés, ou par voie d'eau. Cet accès ardu aux anciens camps de pêche, conjugué à leur caractère très privé, fait qu'il est difficile de connaître leur état de conservation. Si, dans les années 1970, on comptait environ 2000 clubs de chasse et pêche sur le territoire québécois, leur nombre — surtout celui des chalets bien préservés — est aujourd'hui plus restreint.

Les camps de pêche protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel sont rares. Les sites de pêche Matamajaw, à Causapsal, et Déry, à Pont-Rouge, tous deux classés site patrimonial, demeurent des exceptions. Mais il y a de l'espoir. Certaines villes et MRC commencent à citer certains ensembles. Parmi elles, la Ville de Shawinigan, qui a cité en 2009 le Domaine Beauséjour, composé d'une vingtaine de bâtiments construits entre 1885 et 1950. La MRC du Fjord-du-Saguenay, quant à elle, a cité en 2009 et en 2011 le chalet Antoine-Dubuc et le site de pêche de la pointe de Bardsville, tous deux situés dans le TNO de Mont-Valin. Reste que ces bâtiments constituent une part infime de ce patrimoine largement méconnu.

◆ ◆ ◆  
Des commentaires ou des suggestions pour *Des Idées en revues*? Écrivez à [arobitaile@ledevoir.com](mailto:arobitaile@ledevoir.com) et [gaillefer@ledevoir.com](mailto:gaillefer@ledevoir.com).

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION: Véronique Chagnon et Louis Gagné (adjoints à la direction de l'information), Antoine Robitaille et Guy Taillier (éditorialistes, responsables de la page Idées), Michel Garneau (caricaturiste), Jacques Nadeau (photographe), Michaël Monnier et Olivier Zuida (recherchistes photos); information générale: Isabelle Paré (chef de division), Lisa-Marie Gervais (éducation), Alexandre Shields (environnement), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Pauline Gravel (sciences), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Jessica Nadeau, Philippe Orfalli et Karl Rettino-Panzelli (reporters); information politique: Marco Fortier (chef de division), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Marco Bégin-Cirino et Robert Dutrisac (correspondants parlementaires à Québec); Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Julie Carpentier (pupitre); information culturelle: Catherine Lalonde (responsable du cahier Livres), Odile Tremblay (cinéma), Stéphane Baillargeon (médias), François Lévesque et Caroline Montpetit (reporters), Benoît Munger et Philippe Papineau (pupitre); information économique: Gérard Bérubé (chef de division), François Desjardins et Éric Desrosiers (reporters), Gérald Dallaire (pupitre); information internationale: Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives), Sophie Chartier et Jean-Frédéric Légaré-Tremblay (pupitre); section art de vivre: Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs); Loïc Hamon (cahiers spectacles); équipe internet: Laurence Clavel, Marie-Pier Frappier et Geneviève Tremblay (pupitre), Martin Blais, Annabelle Caillon, Justine Daneau, Florence Sara G., Ferraris et Coralie Mensa (assistants); correction: Andréanne Bédard, Isabelle Dowd, Christine Dumazet et Michèle Malenfant; soutien à la rédaction: Amélie Gaudreau (secrétaire), Laura Pelletier et Arnaud Stopa (comptes); DOCUMENTATION: Manon Derome (Montréal), Denise Ledoux (Ottawa), Dave Noël (Québec); PUBLICITÉ: Mélanie Simard (adjointe par intérim); Jean de Billy, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Evelyne De Varennes, Amel Elimam, Claire Paquet, Chantal Rainville et Nadia Sebati (publicitaires), Sylvie Laporte (avis légaux), Amélie Maltais (coordonnatrice), Laurence Hémond (secrétaire); PRODUCTION: Bruno Dubois, China Marsot-Wood, Yannick Morin et Nathalie Zemaits; INFORMATIQUE: Yanick Martel (administrateur web), Imane Boudhar (analyste programmeur), Hansel Matthews (technicien informatique); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE: Geneviève O'Meara (coordonnatrice des communications et de la promotion), Catherine Gentilcore (coordonnatrice du service à la clientèle), Manon Blanchette, Nathalie Filion et Kevin McKissock; ADMINISTRATION: Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Florentina Draghici et Xavier Pigeon (par intérim).

## ACTUALITÉS

## GROSSESSE

SUIITE DE LA PAGE 1

non et, ultimement, à combien d'argent vous êtes prêts à dépenser. Malheureusement, la plupart des femmes abandonnent le traitement trop tôt et ne réalisent pas leur rêve d'avoir un bébé.»

C'est ainsi que la compagnie américaine IntegraMed, qui rappelle à maintes reprises, sur son site Internet, qu'il «faut généralement plus d'un cycle pour réussir», fait la promotion, auprès des couples infertiles, de l'idée de se payer à gros prix un forfait incluant un certain nombre de cycles de traitement, dont le plus populaire: «Grossesse garantie ou argent remis».

En leur demandant de payer à l'avance pour plusieurs cycles — dont ils n'auront peut-être pas besoin — IntegraMed plaide que les couples peuvent bénéficier d'un bon rabais sur l'ensemble du traitement et, surtout, s'acheter «la paix de l'esprit pour être dans les meilleures dispositions afin de tomber enceinte».

«Disponible pour certains pa-

tients qui satisfont à certains critères cliniques, vous pouvez choisir entre deux et trois ponctions d'ovules et le transfert de tous les embryons qui en résulteront, jusqu'à ce que vous ramènent un bébé à la maison. Si le traitement est infructueux, vous êtes admissible à un remboursement», indique encore l'entreprise.

À travers différentes capsules d'information destinées aux couples infertiles, IntegraMed ramène subtilement les patients vers son réseau de cliniques de procréation médicalement assistée. C'est là la grande force de la compagnie, rachetée en 2012 par Sagard Capital, filiale américaine de Power Corporation.

IntegraMed n'offre pas elle-même les services médicaux, mais elle passe par les cliniques associées à son réseau Attain Fertility pour offrir des prêts financiers aux patients. «Les programmes Attain FIV attirent les patients vers votre clinique, car vous leur offrez des options financières faciles à comprendre qui sont flexibles et qui ont le plus grand taux de succès dans l'industrie, peut-on lire dans la section destinée aux futurs partenaires d'af-

aires. Et, puisqu'ils s'engagent à un plan de traitement de plusieurs cycles, ils demeurent en traitement plus longtemps.»

## Problème éthique

À Montréal, le Dr Pierre Saint-Michel, président et chef de la direction du groupe Opmedic, propriétaire des cliniques de fertilité Procréa, regarde avec intérêt ce programme, qui attire déjà des pa-

## «J'ai des patients qui sont allés en Nouvelle-Angleterre pour ce programme-là»

tientes québécoises de l'autre côté de la frontière. «J'ai des patients qui sont allés en Nouvelle-Angleterre pour ce programme-là. Ils étaient prêts à mettre une plus importante somme d'argent, mais à avoir une grossesse garantie. Parce que c'est un peu la façon dont ça fonctionne: c'est grossesse garantie ou argent remis. C'est un concept tout à fait différent.»

Il y a quelques années, il s'était fait taper sur les doigts par le Collège des médecins pour avoir

offert des forfaits de ce type dans ses cliniques québécoises. «Nous avions une formule où les patientes payaient pour deux cycles et, si elles ne devenaient pas enceintes, le troisième était gratuit. Donc, elles payaient d'avance pour deux cycles, mais, actuellement, au Collège des médecins, il est interdit de facturer d'avance pour des services non rendus ou non rendus dans un avenir proche [...]. Quand le Collège nous a fait la recommandation que ça ne répondait pas [aux normes éthiques], on a enlevé ce programme-là.»

Maintenant qu'il est partenaire d'IntegraMed, il ne nie pas son intérêt pour le programme «grossesse garantie ou argent remis» pour ses neuf cliniques canadiennes, dont quatre sont situées au Québec. Mais le Dr Saint-Michel reste prudent. «Je ne sais pas si on pourrait l'implanter tel quel. Chaque province a ses normes, il faut regarder éthiquement si c'est admissible, si ça répond aux standards éthiques de chaque Collège.»

Il attend de voir quelles se-

ront les nouvelles dispositions juridiques lorsque le projet de loi 20, qui met fin au programme de procréation médicalement assistée, sera adopté. «Là, on pourra regarder si ça peut s'appliquer, comment ça peut s'appliquer, si ça répond aux besoins de notre marché. C'est sûr que ça devient un avantage important pour la clientèle.»

Au-delà de ce forfait, il y a toute une panoplie de services de prêts qui pourraient être offerts dans les cliniques québécoises, avec la fin de la couverture publique de la fécondation in vitro. «Ce n'est pas tout le monde qui a 7000\$ de disponibles pour payer à l'avance. Donc, on pourrait effectivement financer les patientes en attendant qu'elles aient leur crédit d'impôt. Ça permettrait une accessibilité beaucoup plus facile», soutient le Dr Saint-Michel.

Aux États-Unis, le marché des prêts financiers pour les traitements de fertilité est en pleine expansion. «Éventuellement, il se peut que le Québec devienne intéressant, en fonction de la non-couverture de certains services», concède le

Dr Saint-Michel, qui affirme que le projet de loi 20 ne faisait toutefois pas partie du plan lorsqu'il a commencé à négocier avec IntegraMed, il y a près d'un an.

## Far West américain

Pour Céline Braun, présidente de l'Association des couples infertiles du Québec, c'est le loup qui entre dans la bergerie. «C'est le Far West américain, sans loi ni scrupule, qui débarque ici: c'est l'importation des pratiques commerciales de la médecine américaine au Québec.» Elle craint les abus commis sur le dos de patients émotifs et «vulnérables» qui vont s'endetter dans l'espoir de fonder une famille, de même que la commercialisation d'un service de santé.

Chez Procréa, le Dr Pierre Saint-Michel tente de se faire rassurant, conscient lui aussi des risques associés au crédit. «Il ne faut pas que ça devienne comme un sofa ou un téléphone cellulaire qu'on achète à crédit. Je pense que, dans tout ça, l'indication médicale doit rester la priorité.»

Le Devoir

## CLIMAT

SUIITE DE LA PAGE 1

Cette lutte est l'un des «défis-clés» de notre époque, a estimé M. Obama depuis la Maison-Blanche, d'où il a annoncé le Plan américain pour une énergie propre («America's clean power plan»). Piloté par l'Agence de protection de l'environnement (EPA), ce dernier place, pour la première fois, les centrales électriques — qui sont responsables de 40% des émissions américaines de dioxyde de carbone — «en première ligne».

Plus encore, ce sont celles qui carburent encore au charbon — on en compterait environ 1200 aux États-Unis — qui sont surtout visées par la politique environnementale.

Au moment de la présenter, Barack Obama a décrit les restrictions imposées aux centrales électriques comme «l'étape la plus importante» jamais effectuée par les États-Unis pour contrer les bouleversements climatiques auxquels fait face l'humanité.

«Il n'y a pas de défis qui posent une plus grande menace pour notre avenir et pour les générations futures que les changements climatiques», a affirmé le président, soulignant l'urgence d'agir.

«La plupart du temps, les problèmes auxquels nous faisons face sont temporaires et nous pouvons nous attendre à ce que les choses s'améliorent si nous y travaillons dur, a-t-il lancé. Mais voilà l'un des rares cas, de par leur ampleur, de par leur portée, qui, si nous ne le réglons pas, ne pourront pas être inversés. Et nous ne pourrions probablement pas nous adapter suffisamment.»

Les objectifs fixés par le nouveau plan sont donc légèrement plus ambitieux que ceux initialement présentés en juin 2014.

Ainsi, d'ici 2030, les États-Unis devront réduire de 32% leurs émissions de gaz à effet de serre liées à la production d'électricité, sur la base de celles enregistrées en 2005. La première version visait plutôt une réduction de 30%.

## Contestation juridique

La première mouture du plan avait été largement contestée par le Parti républicain, remise en question jusque devant les tribunaux.

La politique s'appuie sur la Loi sur la qualité de l'air, qui est sous la responsabilité de l'EPA, une agence fédérale. Les États doivent mettre en place des mesures pour se conformer aux objectifs du plan d'ici 2022.

L'environnement étant de compétence étatique, les opposants évoquent le fait que



DAVID J. PHILLIP ASSOCIATED PRESS

Les centrales au charbon représentent une grande part de l'économie de plusieurs États américains.

le président outrepassé ses pouvoirs.

«C'est probablement ce qui va arriver à cette nouvelle version, prédit la professeure Maya Jegen. La contestation sera juridique et politique, car [Obama] vient frapper certains États où le charbon occupe encore une place très importante dans l'économie, et quand on dit "économie", on veut dire "emplois".»

En effet, le débat est particulièrement vif et crée de nombreux clivages aux États-Unis, où 37% de l'électricité est encore produite par des centrales au charbon. Dans certains États, comme la Virginie occidentale, le Wyoming et le Kentucky, plus de 85% de l'électricité découle de cette source d'énergie fossile.

La professeure souligne d'ailleurs que les lobbys du charbon sont très forts dans certains États et qu'ils joindront, sans aucun doute, leurs forces à celles des républicains.

En contrepartie, la politique prévoit un programme de subvention pour les États qui effectueraient une transition vers les sources d'énergie durables, comme l'éolien et le solaire.

## Changements locaux

Pour Donald Cuccioletta, de l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand, le nouveau plan vise surtout à interpeller les Américains eux-mêmes, plutôt qu'à convaincre les républicains.

«Depuis quelques mois, Barack Obama s'adresse surtout à son peuple lorsqu'il fait des annonces majeures, indique le spécialiste de la politique américaine. Il lui parle, le sensibilise, en fait

un acteur de changement.» Plus encore, selon M. Cuccioletta, les Américains démontrent depuis déjà un moment leur volonté de s'engager dans la lutte contre les changements climatiques.

En ce sens, une centaine de maires de grandes villes du pays ont déjà dit qu'ils s'engageraient activement dans le Plan. Des gouverneurs d'États à l'avant-garde environnementale, comme la Californie et le Colorado, comptent eux aussi pousser à la roue.

«Aux États-Unis, les grands changements ne viennent jamais d'en haut, indique-t-il. Et c'est ça qu'Obama a bien compris. Regardez aujourd'hui! Plus du tiers de son discours s'adressait directement à sa

population. Il a fait pareil quand est venu le temps de parler du contrôle des armes à feu ou de la question raciale», en marge des événements de Ferguson et de Baltimore.

Dès le début de son premier mandat, en 2008, le président Obama avait fait de l'environnement l'une de ses priorités.

Son audacieuse politique a d'ailleurs déjà été saluée par la communauté internationale. L'Union européenne a immédiatement applaudi au plan et aux «efforts sincères» du président américain pour participer à la lutte mondiale contre les changements climatiques.

Avec l'Agence France-Presse et Le Monde Le Devoir

## ONU: un plan à 3500 milliards

L'ONU estime qu'il faudra dépenser au moins 3500 milliards de dollars par an sur 15 ans pour éradiquer l'extrême pauvreté, tout en maîtrisant le réchauffement climatique. Les 193 pays membres des Nations unies ont adopté dimanche un très ambitieux programme pour atteindre ces objectifs d'ici 2030. «Les chiffres généralement évoqués vont de 3500 à 5000 milliards de dollars par an, année après année», a indiqué l'ambassadeur kényan à l'ONU, Macharia Kamau, dont le pays a coprésidé les négociations, avec l'Irlande. «Cela semble un chiffre astronomique», a-t-il reconnu, estimant qu'il s'agissait d'un programme «certes ambitieux mais pas impossible à réaliser». Il a souligné l'importance qu'aura la contribution du secteur privé, «un réservoir de milliards de milliards de dollars». Le programme, intitulé «Transformer notre monde, programme de développement durable d'ici 2030», comprend 17 objectifs de développement durable déclinés en 169 «cibles», dont le premier est «d'éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde». D'autres concernent la santé, l'accès à l'éducation ou l'égalité des sexes. Les pays ont aussi promis de «prendre d'urgence des mesures pour lutter» contre les changements climatiques, notamment en concluant un «accord ambitieux» lors de la conférence de Paris.

Agence France-Presse

## INVISIBLE

SUIITE DE LA PAGE 1

Pierre à sa place (dans un mur, dans un trottoir, dans un lac)». Tôt ou tard, les énoncés sont activés par l'artiste ou par quiconque le veut.

«J'invite les gens, dit le docteur de l'UQAM, à se réapproprier l'espace public. A poser ces gestes de nature poétique, au premier abord futiles, qui ponctuent l'espace.»

Depuis 11 ans, le centre Dare-Dare ne vit que par la diffusion dans l'espace public. Sur le mode de l'itinérance, avec une roulotte pour bureau, à travers des projets marqués au sceau de la contestation. C'est Dare-Dare qui a remis sur la «mappe» le square Viger, en 2004.

Depuis, le programme Dis/location a animé plusieurs sites mal-aimés ou vacants, comme un parc sans nom ou un espace bétonné. La phase 6 de ce plan vise de débiter dans un «triangle» gazonné aux environs du marché Atwater.

Si «l'abri mobile» demeure visible, recouvert de la griffe du collectif En Masse, la programmation, portée par des «micro-interventions dans l'espace public», sera plus que jamais confidentielle.

Le duo d'artistes joue à ce point les agences secrètes qu'il reste incognito. Pour le moment, Faut pas leur en vouloir: ces créateurs ont simplement répondu à un appel autour de la «notion d'infiltration».

«[On] encourage le «micro», l'effacement, l'être ensemble», l'antispectaculaire et la dématérialisation», lit-on dans l'appel publié en 2014 par Dare-Dare.

## Résistance critique

Apparue dans les années 1960 conceptuelles, la pratique de la micro-intervention a pris de l'envergure ces dernières années. Le 3<sup>e</sup> impérial, centre d'essai en art actuel de Granby, a fait ainsi de «l'art infiltrant» son identité, en valorisant l'engagement social.

Parfois, l'actualité ouvre une grande porte à ce type d'art. Depuis la destruction de la sculpture Dialoguer avec l'histoire, de Jean-Pierre Raynault, des œuvres «micro», sous forme de dessin au pochoir anonyme ou de performance ponctuelle, sont en effet apparues dans les rues de Québec. Art et politique, inséparables?

«Le fait d'occuper l'espace public, de travailler avec lui, déjà, c'est politique», concède Patrice Loubier, professeur d'histoire de l'art à l'UQAM. Ce spécialiste de l'art d'intervention et des pratiques fur-

tives a dirigé, avec l'architecte Luc Lévesque, un dossier «micro-interventions» dans la revue Inter art actuel.

Dans ce numéro, toujours en kiosque, la micro-intervention est définie comme «toute intervention légère». Les deux complices estiment que «la perturbation infinitésimale du micro peut constituer le vecteur d'une propagation dispersive, créative et imprévisible de la résistance critique».

Patrice Loubier signale cependant que la légèreté de l'intervention infiltrante ne lui assure pas une teneur politique. Mais, peu importe l'intention, ces apparitions dans l'espace public invitent «le riverain à s'affranchir de ses habitudes». «Le potentiel politique dépend de la bonne volonté du passant», note-t-il.

## Micro et démesuré

L'invisibilité, telle que vue par Steve Giasson, a plus d'une portée. «Qu'est-ce qui est invisible dans la ville? Entre autres, les clochards, qu'on ne veut pas voir et qu'on rend invisibles en les négligeant», dit celui dont un des énoncés invitera les gens à un face-à-face avec les itinérants.

Paradoxalement, l'espace urbain abonde aujourd'hui de caméras de surveillance, comme pour tout voir, tout enregistrer. «Sans vouloir céder à la paranoïa, on peut s'inquiéter et dire que c'est anormal», dit Giasson, qui a pensé ses performances en réaction à l'obsession de la sécurité.

Des caméras discrètes, Janie Julien-Fort en placera elle-même plusieurs. Sa micro-intervention Chantiers sous surveillance, également au programme de Dare-Dare, captera différents sites en construction de Montréal et de Laval. Rien de simple: l'artiste de Rouyn-Noranda procédera selon une technique photographique nécessitant des temps d'exposition de plusieurs mois. La nature micro peut conduire à la démesure.

«Ce qu'on souhaite, résume Martin Dufrane, coordonnateur à Dare-Dare, c'est excéder les formats conventionnels.» La Dis/location montre que l'art peut se vivre au quotidien, hors des cadres rigides de la galerie et du musée. Infiltrer l'espace public, rue et Web inclus, c'est proposer des rencontres fortuites, sans mauvaises intentions. Au contraire.

«Je vois l'art comme une ofrande», conclut Steve Giasson. Felix Gonzalez-Torres [artiste conceptuel mort en 1996] distribuait des bonbons. J'aime l'idée que l'œuvre n'existe qu'à travers le don.»

Le Devoir

## LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333



Le Devoir sur ledevoir.com



sur Facebook et sur Twitter

## La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541  
Par courriel redaction@ledevoir.com  
Par télécopieur 514 985-3360

## Publicité

Au téléphone 514 985-3399  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305  
Par télécopieur 514 985-3390

## Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344  
Par courriel avisdev@ledevoir.com  
Par télécopieur 514 985-3340

## Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322  
Par télécopieur 514 985-3340

## Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)

Au téléphone 514 985-3355  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559  
Par courriel abonnements@ledevoir.com  
Par télécopieur 514 985-5967

## Agenda culturel

Par courriel agenda@ledevoir.com